REPUBLIQUE DU CAMEROUN

S.E Paul BIYA

DISCOURS ET INTERVIEWS

Volume 4

2014

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

S.E Paul BIYA

DISCOURS ET INTERVIEWS

Volume 4
2014

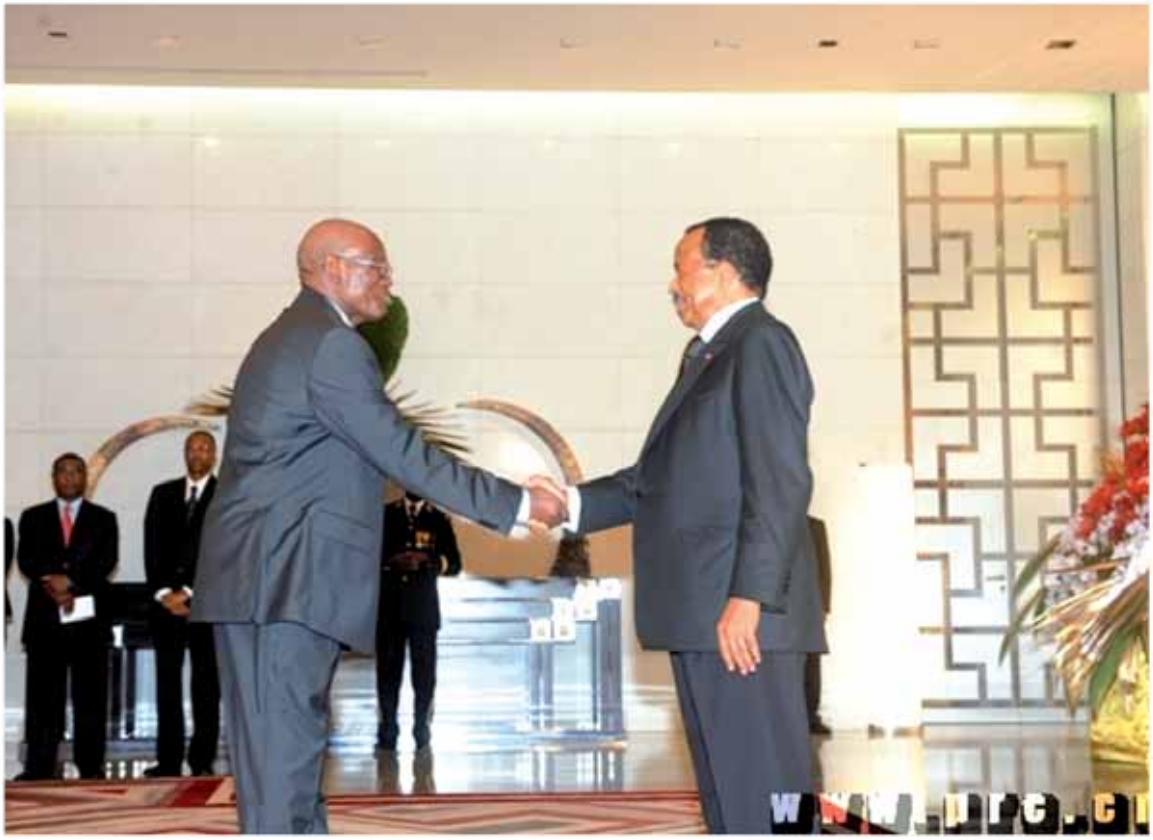
Sommaire

Pages

- Discours du Chef de l'Etat en réponse aux vœux du Corps Diplomatique *7*
- Message du Chef de l'Etat à la Jeunesse *21*
- Interview du Chef de l'Etat à l'issue de l'inauguration du Monument des Cinquantenaires *31*
- Discours du Chef de l'Etat à l'occasion de la célébration du Cinquantenaire de la Réunification *35*
- 4ème Sommet Afrique-Union Européenne : Intervention de S.E. Paul BIYA au cours de la réunion sur la situation en République Centrafricaine *49*
- Séance de travail N°1 sur « la Paix et la Sécurité » *55*
- Conférence de presse conjointe des Chefs d'Etat à l'issue du Sommet de Paris pour la sécurité au Nigéria *61*
- Le Chef de l'Etat répondant à la presse à Paris *65*
- Toast du Chef de l'Etat lors du déjeuner offert en l'honneur du Président Idriss DEBY ITNO au Palais de l' Unité *69*
- Allocution du Chef de l'Etat lors de la cérémonie de remise du Prix de l'Union Panafricaine des Avocats pour « la résolution pacifique des conflits » *75*
- Le Chef de l'Etat face à la presse au sortir de la concertation sur la situation en RCA à Malabo *83*
-Intervention du Chef de l'Etat lors de la session publique consacrée aux problèmes de Paix et de Sécurité en Afrique à Malabo *87*
-Forum économique Cameroun/Etats-Unis
Thème : « Investir au Cameroun, c'est le moment »,
. Déclaration du Chef de l'Etat lue par le Ministre de l'Eco-

nomie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. 93
. Table-ronde sur l'investissement au Cameroun Intervention du Chef de l'Etat lue par le Ministre des Finances à Washington 99
- Intervention du Chef de l'Etat sur le thème « Paix et Stabilité Régionales » à Washington 107
. Petit déjeuner de travail sur l'Agriculture, Intervention du Chef de l'Etat lue par le Secrétaire Général des Services du Premier Ministre à washington..... 111
- Déjeuner officiel offert en l'honneur de Madame Irina BOKOVA : le Toast du Chef de l'Etat 119
60ème Conférence des Parlementaires du Commonwealth, Discours d'ouverture du Président de la République à Yaoundé 127
-Libération des otages Camerounais et Chinois, Déclaration du Chef de l'Etat lors de la cérémonie de réception des ex-otages 137
- Libération de 15 otages Camerounais enlevés à l'Est du Cameroun et d'un Prêtre Polonais enlevé en RCA 141
- Discours de S.E.M. Paul BIYA, lors de l'ouverture du15eme Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie à Dakar 145
- Communication Spéciale du Chef de L'Etat en Conseil Ministériel au Palais de l'Unité le 09 Décembre 2014 153
Message du Chef de l'Etat à la Nation à l'occasion de la fin d'année 2014 161

BIOGRAPHIE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE



Le Doyen du Corps Diplomatique, Excellence M. l'Ambassadeur du Tchad présente les vœux au Chef de l'Etat

Discours du Chef de l'Etat en réponse aux vœux du Corps Diplomatique

Yaoundé, le 09 Janvier 2014

S.E.M. Paul BIYA et le corps diplomatique

- Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique,
- Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Hauts Commissaires,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,

I

Alors que les effets les plus violents de la crise économique et financière s'atténuent, qui oserait dire qu'elle est définitivement derrière nous ?

Sauf exception, la plupart des pays industrialisés peinent à retrouver la croissance. Les politiques de rigueur, axées sur la baisse des dépenses publiques et la hausse des prélèvements obligatoires, restent de mise. Dans bien des cas, le chômage continue à gangréner le corps social.

Les pays émergents n'échappent pas à cette morosité. Ils accusent le contrecoup en optant pour la politique du repli sur soi.

Les pays en développement sont relativement moins affectés, du fait de leur faible intégration dans l'économie mondiale. Ils s'efforcent de stimuler leur croissance et de sortir de leur condition de simples fournisseurs de matières premières, en mettant en place un secteur industriel diversifié et développé.

Chacun sent confusément que les causes de la crise n'ont pas été vraiment réglées. Une rechute n'est donc pas à exclure.

Les opinions publiques se satisfont pour le moment de cette accalmie. Toutefois, la confiance si indispensable au progrès économique, n'est pas encore réellement au rendez-vous. Les grandes puissances ne donnent pas l'assurance d'avoir jugulé durablement les dysfonctionnements de l'économie mondialisée, ni d'avoir compris l'exigence d'une nécessaire régulation. En revanche, l'accord auquel est parvenue l'OMC, après des années de négociation, est un motif d'espoir pour la facilitation des échanges, l'agriculture et le développement.

Dans ces conditions, néanmoins incertaines, il n'est pas surprenant que, chacun de leur côté, les Etats ou groupes d'Etats, heureux d'avoir échappé à la faillite ou à la récession, préfèrent parer au plus pressé pour tenter de retrouver les chemins de l'équilibre et de la croissance. Comme il paraît lointain le temps où la mondialisation promettait le développement harmonieux de l'économie et de la finance sur toute la planète ! Il y a en effet bien longtemps que la solidarité a cessé d'être le maître-mot des relations entre pays industrialisés et pays en développement.

Faut-il pour autant perdre tout espoir de rebâtir les rapports entre riches et pauvres sur les principes de la solidarité humaine ? Je ne le crois pas. Je pense qu'une fois les remous de la crise apaisés, il sera possible de reprendre les discussions sur ces questions. J'en veux pour preuve le débat qui a eu lieu à la dernière Assemblée Générale des Nations Unies sur le thème du développement après 2015, année à laquelle les Objectifs du Millénaire viendront à échéance.

Il est réconfortant de constater que, malgré les difficultés de l'heure, la communauté internationale n'a pas perdu de vue les problèmes des conditions de vie de la majorité de l'humanité.

II. Malheureusement, les hommes ont leur part de responsabilité dans les épreuves qui les accablent, comme le montrent les événements tragiques qui ébranlent certaines régions de la planète.

Je parlerai d'abord de la Syrie, déchirée depuis des mois et des mois par une cruelle guerre civile dont on ne compte plus les victimes. Les médiations ont échoué. Les négociations entre grandes puissances au Conseil de Sécurité ont abouti à l'impasse. L'accord sur la destruction des armes chimiques n'a pas encore ouvert la voie à un véritable règlement. La situation est bloquée.

De plus, le conflit qui provoque l'exode de centaines de milliers de réfugiés vers le Liban, la Jordanie, la Turquie, risque de déstabiliser ces pays et la région.

En Irak, la situation paraît loin d'être stabilisée. Les attentats qui se succèdent chaque jour ont déjà fait des milliers de victimes. Tout doit être mis en œuvre pour éviter que l'Afghanistan sombre dans les mêmes travers quand les troupes américaines se retireront.

L'arrivée de nouveaux dirigeants en Iran fait naître un espoir de normalisation des relations de ce pays avec la communauté internationale. Peut-on déjà entrevoir un règlement définitif des négociations sur la capacité nucléaire de ce grand pays ?

Le différend israélo-palestinien perdure depuis des décennies. L'espoir demeure, semble-t-il, d'une solution possible sur la base de deux Etats se reconnaissant mutuellement le droit à l'existence. Il est toutefois difficile de préjuger du résultat de l'interminable négociation qui se poursuit entre les deux parties sous le regard des grandes puissances.

Bien sûr, celles-ci interviennent dans le cours de ces différents conflits, soit bilatéralement, soit dans le cadre des Nations Unies et en particulier du Conseil de Sécurité. Dans la mesure où elles ont des intérêts

nationaux stratégiques, il est fatal qu'elles en viennent à s'opposer lorsque ces intérêts sont en jeu. Il serait pourtant souhaitable qu'elles prennent en compte à la fois la cause des populations concernées et leur adhésion à la Charte des Nations Unies pour déterminer leur attitude. Ce faisant, elles sortiraient grandies et conforteraient la crédibilité du Conseil de Sécurité.

La situation en Afrique n'est guère plus réjouissante. Au nord du continent, où les « printemps arabes » ont soulevé de grandes espérances, les équilibres peinent à se rétablir. En Tunisie, en Egypte et surtout en Libye, la transition vers des formes démocratiques de gouvernement reste difficile. Il faut espérer que ces pays d'anciennes et brillantes civilisations trouveront par le dialogue, la voie de la concorde entre les différentes composantes de leur population.

III. Plus proches de nous par la géographie, nos frères du Mali ont dû faire face à une agression de la part de factions armées mettant à mal leur intégrité territoriale et les fondements de leur société. Grâce à l'intervention de la France et du Tchad, avec le soutien de la CEDEAO et de l'Union Africaine, la situation a pu être rétablie. Il n'en reste pas moins que la menace demeure, comme le prouvent plusieurs incidents dans la région de Kidal.

En fait, la menace s'étend largement au-delà des limites du Sahel, comme on le voit au Nord du Nigeria,

en RCA et même jusqu'en Somalie et au Kenya. Le Cameroun n'est pas non plus épargné. Les récentes prises d'otages à l'Extrême-Nord du pays l'attestent. Il va de soi que nous avons toujours mis en œuvre tous les moyens disponibles pour leur libération. Nous y sommes fort heureusement parvenus. Nous voulons ici remercier une fois de plus les autorités françaises et nigérianes pour l'appui apporté à nos services.

Au cours des dernières années, les problèmes de sécurité ont été examinés par l'Union Africaine. Celle-ci a mis au point une « architecture de paix et de sécurité ». Les événements du Mali ont mis en évidence un certain manque de réactivité de ce dispositif. Il conviendra de reprendre la question comme on a commencé à le faire en Mai dernier. Nous avons en effet créé la Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises (CARIC). Elle se veut un nouveau mécanisme d'intervention rapide, donc plus efficace.

Les douloureux événements que vit depuis un certain temps la RCA ont accéléré la prise de conscience que l'Afrique devrait se donner les moyens d'assurer elle-même sa sécurité. Dans l'urgence, la France, disposant d'un mandat des Nations Unies, est intervenue pour faire cesser les exactions et renforcer la MISCA qui comprend un contingent camerounais.

Devant l'aggravation de la situation, nous avons dû

procéder au rapatriement de près de quatre mille de nos ressortissants. Nous voulons ici saluer l'action de la MISCA et de l'Opération SANGARIS dans la protection des civils et le désarmement des groupes en présence.

Chaque jour qui passe nous montre combien complexe est la situation et combien nombreux les défis à relever sur le plan humanitaire, de la sécurité, du maintien de l'ordre, de l'administration. D'où la nécessité d'une approche holistique urgente. Seule une opération de maintien de la paix des Nations Unies est à même de faire face avec efficacité à tous ces défis. C'est pourquoi le moment nous semble venu d'accélérer les préparatifs de la transformation de la MISCA en Opération de Maintien de la Paix, conformément à la Résolution 2127 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

C'est le lieu ici de mentionner le Sommet de Paris pour la Paix et la Sécurité en Afrique auquel j'ai participé. Les problèmes généraux de sécurité du continent y ont été examinés. Je pense que l'implication des puissances européennes – et particulièrement la France –, des Nations Unies et de la communauté internationale, va dans le sens d'une plus grande solidarité avec l'Afrique. Il faut donc s'en féliciter.

Mais le terrorisme ne sévit pas uniquement sur le

continent. Il a, depuis un certain temps déjà, gagné les océans, en particulier le Golfe de Guinée. On ne compte plus les arraisonnements de navires ou les enlèvements d'équipages dans cette zone.

Pour y faire face, il s'est tenu à Yaoundé, les 24 et 25 Juin 2013, un Sommet des Chefs d'Etat de la CEDEAO et de la CEEAC sur la Sûreté et la Sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée. Ce Sommet paraît avoir tenu ses promesses. La Déclaration finale prévoit la création d'un cadre intercommunautaire de coopération en matière de sécurité maritime. Un Code de conduite relatif à la prévention et à la répression des actes de piraterie a également été adopté. Enfin, un Mémorandum d'entente a été signé. Il prévoit la création, au Cameroun, d'un Centre interrégional de coordination des mesures prises par les Etats.

IV. Principalement tournée vers les affaires de notre continent, notre diplomatie a également joué le rôle qui doit être le sien aux niveaux multilatéral, notamment aux Nations Unies, mais aussi continental, régional et bilatéral.

Il convient ainsi de signaler que je me suis rendu en visite officielle à Paris au début de l'année pour prendre contact avec les nouvelles autorités françaises. J'ai aussi effectué une visite d'Etat en Turquie au mois de Mars.

Avec ce dernier pays, qui est en train de devenir une puissance majeure, nous avons signé divers accords de coopération qui augurent bien du développement de nos relations.

Je me suis également rendu au Saint-Siège à l'invitation de Sa Sainteté le Pape François. J'ai pu constater, lors de notre entretien, une large convergence de vues sur l'analyse de la situation internationale. De même, Sa Sainteté et moi-même partageons le sentiment que la communauté internationale devrait, dans ses tentatives de règlement des différends et des problèmes de migration, faire une part plus importante à la solidarité humaine.

Je souhaite aussi rappeler que le processus initié par l'Accord de Greentree est arrivé à son terme en Août dernier. Notre pays a ainsi recouvré l'intégralité de ses droits sur la zone de Bakassi. Le règlement de cette affaire avait ouvert la voie à un renforcement des relations amicales entre le Nigeria et le Cameroun. Il restera, je crois, un exemple de résolution des différends conforme au droit international.

Nous avons par ailleurs reçu à Yaoundé des envoyés spéciaux de pays amis, notamment des Etats-Unis, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Turquie – déjà nommée – désireux de s'informer de nos positions et

d'explorer les voies d'un accroissement de nos échanges. J'ai eu également l'occasion de m'entretenir avec divers dirigeants de grands groupes industriels internationaux disposés à investir dans notre pays.

V. Je ne saurais terminer ce tour d'horizon devant vous, observateurs avisés et objectifs de la scène politique camerounaise, sans évoquer les différents scrutins organisés au Cameroun en 2013.

Je voudrais d'abord vous dire que tout le possible, tout le nécessaire a été fait pour qu'ils soient réguliers et transparents. Si quelques dysfonctionnements ont pu se produire, la responsabilité n'en incombe pas aux pouvoirs publics mais à l'inexpérience ou à l'inévitable erreur humaine. En tout état de cause, ils n'en ont pas affecté les résultats. D'ailleurs, les contestations ont été peu nombreuses et, après vérification, se sont généralement avérées infondées.

Je tiens à faire cette mise au point, car il est particulièrement important, pour mon pays et pour moi-même, que notre volonté de bâtir un Cameroun démocratique ne puisse être mise en doute. Même si, par définition, les élections sont une affaire interne, les éminents représentants de la communauté internationale que vous êtes, apprécieront, je l'espère,

de connaître notre détermination à poursuivre dans cette voie.

Toutefois, la démocratie, si elle ne veut pas être de pure forme, doit être accompagnée du progrès économique et social. C'est le fondement même de notre projet de société. Pour y parvenir, nous comptons d'abord sur nos propres forces. Mais aussi sur la coopération avec les partenaires que vous représentez. Je souhaite les remercier pour la part considérable qu'ils prennent dans nos efforts de développement. Je tiens à réaffirmer devant vous que le Cameroun sera toujours heureux d'accueillir des investisseurs étrangers, publics ou privés. Nous leur proposerons des partenariats mutuellement avantageux.

Avant de conclure, je voudrais rendre hommage à Nelson Mandela qui nous a quittés il y a peu. Celui qui fut la conscience de l'Afrique est irremplaçable. Mais il restera présent dans nos esprits et dans nos cœurs. Et il continuera toujours à éclairer pour nous les chemins de la liberté et à incarner la dignité de l'homme africain.

• **Mesdames, Messieurs les membres du Corps**

Diplomatique,

Le moment est maintenant venu pour moi de remercier votre Doyen pour les vœux aimables qu'il m'a adressés en votre nom et pour ses encouragements auxquels je suis sensible. Je voudrais également le remercier pour l'appréciation portée, avec tact et délicatesse, sur les activités humanitaires de mon épouse.

A mon tour, je vous serais obligé de transmettre ceux que je forme à l'endroit des hautes autorités que vous représentez.

A vous-mêmes, à vos familles et à vos proches, j'adresse mes souhaits les plus sincères de bonheur, de santé et de succès.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Message du Chef de l'Etat à la Jeunesse

Yaoundé le 10 Février 2014

Chers Jeunes compatriotes,

L'an dernier, dans les mêmes circonstances, je vous avais dit que je comprenais vos doutes et vos inquiétudes face à un avenir incertain. Mais j'ajoutais que nous avions des raisons d'espérer et que des perspectives plus favorables me paraissaient se dessiner à l'horizon national.

L'évolution récente des statistiques de l'emploi semble me donner raison.

Pour 2013, les prévisions de création d'emplois étaient de l'ordre de 200.000. Les créations effectives ont été supérieures de 12 % environ et ont atteint un chiffre proche de 225.000. Les entreprises privées des différents secteurs d'activité, à elles seules, ont créé 165.000 emplois. Pour sa part, l'Administration, à travers ses divers démembrements, en a créé 60.000.

Pour l'année en cours, nous avons mis la barre plus haut. Compte tenu de l'augmentation possible du taux de croissance, nous espérons créer plus de 250.000 emplois nouveaux. Bien entendu, les jeunes ne seront pas les seuls à en profiter. On peut toutefois penser qu'ils en seront les principaux bénéficiaires.

Cette vision des choses procède d'une analyse raisonnable de la situation de notre économie. Celle-ci devrait progresser dans les prochains mois au rythme d'environ 5 %. J'ai dit ce que j'en pensais il y a quelques semaines. Je persiste à croire que nous pourrions faire mieux. J'ai la forte conviction que nous allons le faire.

Chers jeunes compatriotes,

Dans cette course à la croissance qui doit, dans 20 ans, nous permettre d'accéder à l'émergence, vous avez un rôle essentiel, un rôle crucial à jouer.

- Ces grands projets, en energétiques,agricoles, industriels.
- Ces infrastructures, routières, portuaires, aéronautiques.
- Ces travaux d'adduction d'eau, de distribution d'électricité.
- Ces milliers de logements sociaux.
- Ces hôpitaux et centres de santé.
- Ces établissements scolaires, secondaires, universitaires.

Qui va les construire dans les prochaines années ?

C'est vous, évidemment, chers compatriotes.

Alors, il faut dès maintenant vous y préparer sérieusement. Que ce soit à l'école primaire, au collège, au lycée, à l'université. Nous avons besoin, nous aurons besoin de milliers de bons ouvriers, de techniciens capables, d'excellents ingénieurs, de comptables et de commerciaux compétents, etc. Et j'en passe. Déjà, le tournant de la professionnalisation a été pris aux différents niveaux de notre système éducatif. Nous en verrons bientôt les effets et vous verrez qu'ils seront surprenants.

Pour ceux qui sont déjà entrés dans la vie et qui exercent des métiers qu'ils ont appris « sur le tas », il faudra que nous étendions les possibilités de formation. Compte tenu de la relance prévisible de notre économie, il nous faut être à même de répondre à la demande de nombreux spécialistes dans divers corps de métiers. Nous ne pouvons plus nous satisfaire de fournir de simples manœuvres en laissant les meilleurs emplois à d'autres. Ces professionnels mieux formés pourront rejoindre les rangs des artisans pour lesquels la demande est déjà très forte.

Prenant l'exemple, l'an dernier, des moto-taxis, qui ont un rôle social évident, j'avais souligné la nécessité de l'organisation de cette profession. Je suis heureux de constater que les services de l'Etat, après consultation avec les intéressés, ont mis au point un programme

collectif d'encadrement. De la sorte, les moto-taxis pourront s'impliquer davantage-et mieux-dans nos projets de développement national.

Ce programme touche à différents aspects de l'exercice de cette profession, notamment à la formation, à la gestion et à l'organisation. Peut-être pourra-t-on s'inspirer de cette expérience pour l'appliquer à d'autres activités du secteur informel.

Chers jeunes compatriotes,

J'avais également dit ma préoccupation devant la baisse de la moralité publique dans notre pays. J'avais déploré le fait qu'elle n'épargnait pas ce que nous avons de plus précieux, la jeunesse. Notre avenir, l'avenir de notre pays. Je voudrais me féliciter de la prompte réaction du Gouvernement à ce signal par la tenue du Colloque International de Yaoundé sur le sujet. L'objectif poursuivi est ambitieux : « la construction d'un Cameroun exemplaire ». Cet objectif nous interpelle tous au plus haut niveau : parents, enseignants, autorités spirituelles.

Le respect de la morale publique est aussi l'adhésion à l'intégration nationale qui constitue le ciment de notre Nation. C'est encore l'attachement aux règles de la démocratie, modèle que nous avons choisi pour

organiser une société juste et solidaire. Ceci me donne l'occasion de saluer la forte participation des jeunes aux deux scrutins du 30 Septembre dernier et l'élection d'un certain nombre d'entre eux à l'Assemblée Nationale et au sein des Exécutifs Communaux.

Je me dois également de me féliciter du recentrage des missions de l'Agence du Service National de Participation au Développement. Avec la mise en place d'une nouvelle équipe dirigeante, nous sommes en droit d'attendre un encadrement renforcé des 6000 premiers volontaires formés. A ce sujet, je voudrais également signaler qu'en 2013, le Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine, avec son Projet d'Insertion socio-économique des jeunes par la Fabrication du Matériel Sportif, a contribué, par son encadrement, à la création de 1000 emplois. Ces derniers sont venus s'ajouter aux 225.000 dont j'ai parlé plus haut.

S'agissant de la politique générale de la jeunesse, je voudrais saluer le renouvellement des organes exécutifs du Conseil National de la Jeunesse, tant au niveau national que local. Par ces élections, qui se sont déroulées de façon satisfaisante, la jeunesse camerounaise a montré qu'elle était partie prenante dans notre grand dessein national, à savoir l'atteinte de l'émergence à l'horizon 2035. C'est dans cet esprit que le Gouvernement a mis en service plus de 400 centres

multifonctionnels de promotion des jeunes dans les Arrondissements et les Départements. Dans les prochains mois, cette mobilisation va se poursuivre.

Chers jeunes compatriotes,

Comme vous le voyez, les choses bougent au Cameroun. Le mouvement est lancé et il est irréversible. C'est vous qui en serez les principaux acteurs.

Avant de conclure, je voudrais qu'ensemble nous nous reportions cinquante ou soixante ans en arrière. C'est de l'Histoire, me direz-vous. Certes, mais nous n'en avons peut-être pas tiré toutes les leçons.

A cette époque troublée, ceux qui rêvaient de l'indépendance et de l'unité nationale étaient des jeunes comme vous. Ils différaient sur bien des points : l'idéologie, le parti, la stratégie, la tactique. Mais l'objectif était clair : la LIBERTE. Et beaucoup se sont engagés dans ce combat, au péril de leur vie.

Aujourd'hui, les enjeux sont d'une autre nature. L'engagement que je vous demande ne requiert pas le sacrifice de votre vie. Il n'en reste pas moins essentiel. Il s'agit pour notre pays d'accéder à un niveau de développement tel que chaque Camerounais puisse

vivre honorablement de son travail, élever dignement ses enfants, être logé décemment et protégé contre la maladie.

Telle est, mes jeunes compatriotes, la tâche qui vous revient désormais.

Lorsque, dans quelques semaines, nous célèbrerons le Cinquantenaire de la Réunification, complément de notre Indépendance, je vous prie d'avoir une pensée pour ceux qui se sont sacrifiés afin que vous puissiez vivre dans une société de liberté et de progrès.

Bonne Fête de la Jeunesse à toutes et à tous.

Vive la jeunesse camerounaise !

Vive le Cameroun !

Interview du Chef de l'Etat à l'issue de l'inauguration du Monument des Cinquantenaires

Buéa, le 19 Février 2014

www.prc.cm

www.prc.cm

« Le Monument est magnifique. Le Cameroun réunifié vient restituer l'identité camerounaise dans sa diversité. Je crois que ce Monument est une belle réalisation. La célébration du Cinquantenaire est grandiose. Nous avons fait notre possible. L'essentiel c'est dans les cœurs. C'est d'abord un événement intérieur. Il faut que les Camerounais se sentent plus unis, plus proches les uns avec les autres au-delà des diversités culturelles et linguistiques. C'est le but final. Et les monuments sont des symboles. Ce qu'on veut, c'est que les Camerounais se sentent de plus en plus unis.

A propos de la remise des peines, c'est pour montrer l'importance qu'il y a à cultiver l'unité. J'ai voulu que ce soit un grand moment de joie. Et que cette joie atteigne même les personnes qui se trouvaient en quelque sorte en marge de la société. Certains retrouvent la liberté aussi. Nous voulons que ce soit un grand moment de joie et d'allégresse pour renforcer l'unité nationale. »

Discours du Chef de l'Etat à l'occasion de la célébration du Cinquantenaire de la Réunification.

Buéa, le 20 Février 2014

The President of the Senat,
The President of the National Assembly,
Prime Minister Head of Government,
The President of the Supreme Court,
Heads of Diplomatic Missions and Representatives of International Organisations,
My dear compatriots,
Ladies and gentlemen,

I would like to thank the Mayor of Buea for the warm words of welcome addressed to my wife and me.

I wish to extend my warm greetings to the dynamic people of the South-West region who have come out in such great numbers, from Fako, from Kupe Manenguba, from Lebialem, from Manyu, from Meme and from Ndian to welcome my wife and me on this great occasion. As you all know, the South-West region has always been very close to my heart.

I also thank you all who have come from the other regions of the country, from the Adamawa, from the Centre, from the East, from the Far-North, from the Littoral, from the North, from the North-West, from the South and from the West. Your massive presence here today is testimony not only of our unity in diversity, but also of the importance you attach to the Reunification of our country.

I have not forgotten our friends, the members of the diplomatic corps and the representatives of International Organisations, who have come to attend this important ceremony. I thank them immensely for their participation and support.

At the beginning of this commemorative ceremony, I would like to express our great appreciation to the United Nations and to friendly countries who have worked with us for the independence and reunification of Cameroon.

I also want to thank all our external partners whose support to our development efforts, over the past fifty years, remained constant. We know we can continue to rely on their friendship, for the future.

Fellow compatriots,

Ladies and gentlemen,

At long last, here we are in Buea ! Here we are in Buea to celebrate the 50th Anniversary of our Reunification. As the English people say, BETTER LATE THAN NEVER. In fact, after a long period of preparation, we are finally glad to be here in this historic town of Buea, the town of LEGENDARY HOSPITALITY. I am glad to be in Buea, the

bedrock of our Reunification. History has not forgotten that Buea was the headquarters of West Cameroon. History has not forgotten that Buea was the capital of Southern Cameroons. And history has not forgotten that Buea was once the capital of German Cameroon. That is why I say that Buea is a historic town.

I am proud, very proud to be in Buea, proud to walk on the same soil like our heroes who fought for Reunification.

I have been to Buea several times. Today I can see that Buea has changed a great deal. I hope that you are also of the same opinion. I hope that you too see the same things I see. There is no doubt that Buea is now a befitting capital for the South-West region. A lot of work has been carried out here. It is my wish that other regional headquarters look as beautiful as Buea.

Mes chers compatriotes,
Mesdames et Messieurs,

Pendant le cycle des festivités des Cinquantenaires, nous avons revisité notre histoire ; nous l'avons fait découvrir aux jeunes générations.

Notre jeunesse a pu ainsi faire la connaissance des hommes et des femmes qui ont écrit les pages glorieuses du Cameroun. Elle a pu constater ô combien il est difficile de fonder une nation, de rassembler un peuple et de faire son unité.

Car, en ce 1er octobre 1961, après plus de quarante ans de séparation, les Camerounais des deux rives du Moungo se sont retrouvés.

La marche vers la réunification fut une odyssée qui n'était pas sans risques. Ce fut un chemin parsemé d'épreuves, de délicates négociations pour notre jeune diplomatie, et quelque fois d'oppositions internes qu'il fallait prendre en compte. Notre unité nationale n'a vu le jour que grâce au courage, à la volonté, à l'audace et à la sagesse de Camerounaises et de Camerounais de conviction, qui avaient foi en leur peuple et en leur capacité à prendre en main son destin.

Nous tenons aujourd'hui à rendre un vibrant hommage à ces dignes fils et filles du Cameroun dont le nationalisme a conduit à l'indépendance et à la réunification de notre Patrie.

Nous pensons à ces compatriotes qui, en signant le traité de protectorat, ont refusé d'aliéner l'essentiel, c'est-

à-dire la terre de nos ancêtres. Cette volonté de défendre le patrimoine du Cameroun continue de nous habiter de nos jours notamment à travers nos vaillantes forces armées. Elles n'hésitent pas à sacrifier leurs vies pour la sécurité de nos frontières.

Nous pensons également à nos représentants qui ont plaidé avec acharnement le dossier de notre réunification auprès de la Société des Nations d'abord, de l'Organisation des Nations Unies ensuite. Nous sommes restés fidèles à cette tradition de recours aux organisations internationales pour faire triompher nos revendications légitimes. Cette attitude résolue mais pacifique, nous l'avons adoptée lorsqu'il s'est agi de rétablir la souveraineté camerounaise sur la presqu'île de Bakassi.

Les étudiants de l'Ecole Normale de Foulassi, auteurs de ce chant de ralliement devenu notre hymne national dont nous sommes si fiers aujourd'hui, méritent d'être cités en exemple. Il en est de même de ces étudiants de la diaspora qui, en leur temps, ont apporté une contribution majeure dans la restauration de notre unité d'antan.

Nous célébrons aujourd'hui la mémoire, dans le recueillement et avec reconnaissance, de nos héros nationaux. Nous associons à cet hommage les

participants à la Conférence Constitutionnelle de Foumban qui se déroula du 16 au 21 juillet 1961.

Nous les remercions tous au nom de la Nation tout entière pour leur vaillance, pour leurs sacrifices, pour leur abnégation. Ils nous ont légué un Cameroun devenu Un et Indivisible. En ce jour exceptionnel, nous nous devons d'avoir, à leur égard, une pensée émue, mêlée d'un sentiment de profonde gratitude.

Aujourd'hui plus qu'hier, nous leur disons que nous tenons indéfectiblement à l'unité nationale qu'ils nous ont léguée, que nous préserverons notre souveraineté qu'ils ont conquise et notre indépendance qu'ils ont payée quelque fois au prix de leur sang. Nous exhortons notre jeunesse à être fière de l'histoire de notre pays. Nous lui demandons de perpétuer, avec ferveur, la mémoire de nos héros nationaux et de célébrer les évènements fondateurs de notre pays. Il n'y a pas de grand peuple sans mémoire du passé.

Camerounaises, Camerounais,

Le 1er octobre 1961 est un jour historique. Un jour de grand bonheur pour tous les Camerounais. Après 42 ans d'incertitudes et de vicissitudes, des frères, longtemps séparés, qui n'ont jamais cessé de se rechercher, se trouvent enfin réunis et réunis pour toujours.

Le 1er octobre 1961, jour de la Renaissance du grand Cameroun, est un jour de gloire immense pour notre pays.

Mes chers compatriotes,
Mesdames et Messieurs,

Qu'avons-nous fait durant ces cinquante dernières années ? Nous nous sommes attelés à construire peu à peu dans l'unité cette nation camerounaise tant désirée. Mais il faut se souvenir qu'au lendemain de notre indépendance et de notre réunification, des oiseaux de mauvais augure prédisaient notre échec. Certains allaient jusqu'à dire que le Cameroun sombrerait dans le chaos.

Et de fait, durant les cinquante premières années, nous n'avons pas eu la vie facile. A une douloureuse guerre civile a succédé une sévère crise économique. Tout au long de ces épreuves, le peuple camerounais a fait montre d'un courage exceptionnel et a déjoué tous les pronostics pessimistes. Il a travaillé pour construire patiemment, dans l'unité et la paix, cette nation camerounaise dont nous sommes si fiers. Il s'est efforcé de rattraper les retards et de réparer les injustices accumulées pendant la colonisation.

S'il va de soi que nous avons un devoir de mémoire, nous avons aussi une obligation de vérité. Le devoir de mémoire ne saurait avoir de valeur ni exister, sans l'obligation de vérité.

Construire la nation camerounaise, c'était permettre à chacun de recevoir une éducation assurant l'égalité des chances. Au moment de l'indépendance et de la réunification, c'est-à-dire, après soixante dix ans d'occupation étrangère, 3% des Camerounais étaient scolarisés ; il n'y avait pas une seule université.

Aujourd'hui, notre taux de scolarisation, selon l'UNICEF, est de 90%. Nous avons construit 15123 écoles primaires, 2413 collèges et lycées. Et aujourd'hui nous avons bâti huit universités d'Etat réparties à travers le territoire national.

Construire la nation camerounaise, c'était donner à tous l'accès aux services de santé. Au moment de l'indépendance et de la réunification, on comptait au total 555 formations sanitaires. A ce jour, nous disposons de 2260 formations sanitaires publiques dont 4 hôpitaux généraux, 3 hôpitaux centraux, 14 hôpitaux régionaux, 164 hôpitaux de district, 155 centres médicaux d'arrondissement et 1920 centres de santé intégrés. Je note en passant que l'espérance de vie qui était de 40 ans en 1960 est passée à 52 ans actuellement.

Construire la nation camerounaise, c'était désenclaver le pays et l'ouvrir vers l'extérieur. A l'indépendance et à la réunification, notre réseau routier comportait 621 km de voies bitumées. Aujourd'hui, le peuple camerounais dispose de 250 000 km de routes dont près de 5200 km bitumées, de 21 aéroports dont 4 internationaux, d'un port fluvial et de trois ports maritimes. Le port de Douala est le plus important de la CEMAC.

Construire la nation camerounaise, c'était créer des richesses et de l'emploi. L'Etat camerounais est le plus important employeur de notre pays. Il a favorisé le développement d'un secteur privé dynamique. Des hommes et des femmes de talent ont créé des centaines d'entreprises, générant des emplois et produisant de la richesse. Le niveau de vie de nos concitoyens s'en est trouvé sensiblement amélioré.

Construire la nation camerounaise, c'était aussi industrialiser le pays. Nous sommes passés à la deuxième phase de notre industrialisation. Avec le développement de notre capacité énergétique en cours, nous allons pouvoir transformer nos matières premières d'origine agricole, minière et à partir de nos gisements d'hydrocarbures jeter les bases d'une industrie chimique. Parallèlement, nous continuerons à développer notre industrie de l'aluminium et à utiliser le gaz comme source d'énergie pour nos usines.

Nous avons prouvé ainsi, que nous sommes capables de sortir de l'économie de traite où nous avons été longtemps confinés.

Construire la nation camerounaise, c'était également créer un véritable Etat souverain. Nous avons fait d'un État embryonnaire un véritable État démocratique, avec des institutions modernes qui fonctionnent, une Assemblée, un Sénat, un Conseil Constitutionnel bientôt en place. Nous avons mis en place une justice et une administration sur toute l'étendue du territoire et bâti des forces de sécurité fortes capables de se déployer pour garantir notre intégrité territoriale.

Mes chers compatriotes,
Mesdames et Messieurs,

Notre Unité Nationale a été à la base de cette exceptionnelle réussite. Elle est l'ossature autour de laquelle s'articulent les organes de notre société. Elle se confond avec l'existence même de notre peuple. J'en appelle donc à tous nos concitoyens, tout particulièrement à nos jeunes, à veiller jalousement sur elle, pour que jamais elle ne s'altère.

Je leur demande d'éviter le piège tendu par certaines forces centrifuges régionales, tribales ou religieuses qui peuvent compromettre la cohésion nationale.

Chers compatriotes,
Mesdames et Messieurs,

Lorsque nous parlons d'Unité Nationale, nous ne négligeons pas pour autant notre pluralisme linguistique et culturel. Notre diversité fait partie de notre identité. C'est elle qui permet au Cameroun de s'adapter plus facilement aux changements induits par la mondialisation, en particulier grâce au bilinguisme.

Ladies and Gentlemen,

Three years ago, we launched the jubilee period with celebrations marking the fiftieth anniversary of our Independence. With the celebration of the fiftieth anniversary of Reunification here in Buea where it took place, we will be closing this cycle which has helped us to revisit our history.

We have every reason to be proud of our Reunification and the best way of being worthy of it is to spare no effort to preserve our national unity.

Long live Independence!
Long live Reunification!
Long live Cameroon!
(I now invite you to join me in singing our National Anthem)

4ème Sommet Afrique-Union Européenne : Intervention de S.E. Paul BIYA au cours de la réunion sur la situation en République Centrafricaine

Bruxelles le 02 Avril 2014

Moment de convivialité entre les présidents BIYA, BONGO et BARROSO

Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
Monsieur le Président du Conseil Européen,
Monsieur le Président en exercice de l'Union Africaine,
Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,
Monsieur le Président de la Commission de l'Union Européenne,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord féliciter les initiateurs de la présente réunion sur la situation en République Centrafricaine. En tant que pays voisin, le Cameroun s'en préoccupe au plus haut point.

Je tiens particulièrement à remercier l'Organisation des Nations Unies, la France et l'Union Européenne pour leur intervention aux côtés de l'Afrique dans ce pays frère.

L'objectif de cette action concertée était de rétablir la paix, l'ordre et la sécurité en Centrafrique. De la sorte, nous espérions prévenir le chaos qui pointait à l'horizon, protéger les populations innocentes et sans défense, prises en otage par les bandes armées de la Seleka et des Anti-Balaka.

Au regard de la violence qui persiste sur le terrain, il y a lieu d'en conclure que nos efforts pour sauver la RCA s'avèrent insuffisants.

Les interventions entendues, en particulier celle de Madame la Présidente de Transition de la RCA, ont eu le mérite de nous faire prendre la pleine et exacte mesure de la gravité d'une situation qui se dégrade au jour le jour.

Nous devons donc décider, décider vite et bien. Nous devons agir.

Premièrement, il nous faut tenir toutes les promesses faites en ce qui concerne l'aide financière, humanitaire et l'envoi des troupes.

Deuxièmement, nous devons agir au niveau de l'ONU. Je me félicite de la suggestion récente du Conseil de Sécurité de transformer la MISCA en une Opération de Maintien de la Paix de grande ampleur, avec plus d'effectifs et de moyens.

Depuis Janvier 2014, le Cameroun réclame une telle transformation. Madame la Présidente de Transition, Son Excellence SAMBA PANZA, l'appelle de tous ses vœux. Nous invitons tous les pays amis de la RCA et l'ensemble

de la communauté internationale à appuyer cette idée. Il faut aider le Conseil de Sécurité à en accélérer la mise en œuvre. Je voudrais à cet égard saluer l'action de la France et l'engagement du Secrétaire Général des Nations Unies.

L'heure est à l'action. Mettre fin à la guerre en RCA est un impératif catégorique. Il en va de la stabilité de tous les pays voisins, de toute la sous-région, de la paix en Afrique.

Je vous remercie.

Le Président Paul BYA échange avec M. Ban Ki Moon S.G. des Nations UNIES

Poignée de main chaleureuse entre Madame Catherine SAMBA PANZA et le Président Paul BIYA

Séance de travail N°1 sur « la Paix et la Sécurité » au Sommet Afrique Union Européenne à Bruxelles

Bruxelles le 02 Avril 2014

Les compliments du Président Goodluck Jonathan au Président Paul BIYA;

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Président en Exercice de l'Union Africaine,
Monsieur le Président du Conseil Européen,
Monsieur le Président de la Commission de l'Union Européenne,
Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,

Le thème dont nous débattons, « la Paix et la Sécurité en Afrique », est inscrit dans toutes nos rencontres. Cela en souligne l'importance.

En effet, les actions pernicieuses des mouvements terroristes, les trafics de toute sorte, les prises d'otages et la piraterie, menacent constamment la paix et la sécurité de notre Continent.

Notre sous-région, l'Afrique Centrale, n'y échappe malheureusement pas. La situation qui prévaut en Centrafrique, pays voisin du Cameroun, nous préoccupe au plus haut point. Je salue ici la mobilisation et la détermination de la communauté internationale à agir à nos côtés. Je rends particulièrement hommage à l'Organisation des Nations Unies, à la France et aux pays de la CEMAC qui se sont interposés pour faire cesser les exactions et ramener la paix civile.

L'Union Européenne pour sa part apporte son soutien au Cameroun pour faire face à l'afflux sur son territoire de réfugiés qui fuient la RCA par dizaines de milliers. Notre souhait, c'est que cette solidarité qui est tant appréciée se poursuive. La dégradation de la situation en RCA, et l'ampleur du désastre sécuritaire et humanitaire ont atteint le seuil critique. Elles appellent la mise en place d'une force de maintien de la paix, sous l'égide des Nations Unies. Nous félicitons l'action de la France au Conseil de Sécurité dans ce sens et la soutenons.

L'extrême pauvreté sert de terreau à toutes sortes de mouvements extrémistes. Elle constitue donc une menace à la paix. Dès lors, la lutte contre la pauvreté devient un élément fondamental dans la préservation de la sécurité et de la paix.

Le partenariat Afrique-Union Européenne apparaît plus que jamais comme un des moyens efficaces permettant d'avancer dans cette voie. Il est important que nous adoptions des programmes qui prévoient, de façon concrète, des actions solidaires et concertées pour faire reculer la pauvreté.

La prolifération et la circulation des armes légères et l'action des réseaux de blanchiment d'argent et de trafic de drogue me semblent également intimement liées à

l'insécurité. Toutes ces questions méritent une attention particulière au cours de ce Sommet.

Le Cameroun, indépendamment des mesures prises au niveau national pour faire face à ces menaces, a organisé à Yaoundé en Juin 2013, un Sommet sur la Sûreté et la Sécurité Maritimes dans le Golfe de Guinée. Une stratégie régionale commune et des instruments juridiques ont été adoptés.

Ceux-ci méritent le soutien et l'implication de la Communauté Internationale. Car il s'agit d'un combat que nous menons pour et en son nom. Il en est de même du combat contre le terrorisme.

Nous devons conjuguer nos efforts. Assurer la paix et la sécurité en Afrique, c'est d'une certaine façon contribuer à la paix et à la sécurité dans le reste du monde.

Je vous remercie.

Le Président de la République échange avec la chancellière Angela Merkel

Conférence de presse conjointe des Chefs d'Etat à l'issue du Sommet de Paris pour la Sécurité au Nigéria

Paris, le 17 Mai 2014

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier le Président de la République Française d'avoir pris l'initiative de nous inviter pour nous pencher sur ce problème très sensible de la lutte contre le terrorisme et, en particulier Boko Haram au Nigeria. Je remercie également les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union Européenne qui ont montré beaucoup d'intérêt.

Nous sommes ici pour affirmer notre solidarité et notre détermination à lutter vigoureusement contre Boko Haram. Le Président HOLLANDE l'a dit : pendant que je suis ici, ils ont commis un attentat de plus, ils ont attaqué des entrepreneurs et ceci vient après l'enlèvement des otages français. A l'heure qu'il est, nous sommes à la recherche de deux Prêtres Italiens et d'une Sœur Canadienne.

Le problème Boko Haram a donc cessé d'être uniquement un problème nigérian, il est devenu un problème régional, sinon continental. Nous sommes

ici pour déclarer la guerre au Boko Haram. On va le poursuivre et on vaincra cette chose terroriste parce que les inconvénients sont nombreux. C'est un groupe qui éloigne les missionnaires, les entrepreneurs, les investisseurs ; appauvrit le pays et veut faire revenir les populations du Nigeria au Moyen-âge. On ne peut pas accepter cela.

Nous remercions encore une fois le Président HOLLANDE d'avoir pris l'initiative de nous réunir. Nous allons prendre des mesures encore plus fortes pour éradiquer le phénomène Boko Haram.

Merci.

Le Chef de l'Etat répondant à la presse

Paris, le 17 Mai 2014

La secte Boko Haram a trouvé un terrain vraiment propice au Cameroun ces derniers temps. Il y a eu plusieurs enlèvements. Hier, il y a eu la mort d'un Chinois ; dix autres ont été enlevés. Pourquoi est-il facile à Boko Haram de circuler au Cameroun, Monsieur le Président ?

Ce n'est pas moi qui dicte les lois de Boko Haram. Il se trouve qu'il a une certaine préférence pour le Cameroun… Mais je veux dire que nous avons mis en place désormais des moyens, des unités de combat. Cela ne sera plus facile pour Boko Haram de s'attaquer au Cameroun, surtout que maintenant, on va accentuer la coordination des actions avec le Président Goodluck et toutes les personnes qui sont ici.

Mais je dois dire que Boko Haram utilise des tactiques assez différentes et assez pernicieuses. Plus généralement, ils attaquent la nuit, à partir de minuit, une heure du matin. Combien d'unités sont en éveil à ce moment-là ? Et puis, ils observent et profitent de la fluidité, de la liberté dans le pays pour envoyer des observateurs le jour. Ils utilisent donc l'effet de surprise et la supériorité numérique. Là où vous avez quinze soldats, ils envoient cent personnes avec un armement lourd. Nous sommes en train d'analyser tout cela et il y aura une réponse.
Merci.

Photo de famille à Paris

Toast du Chef de l'Etat lors du déjeuner offert en l'honneur du Président Idriss DEBY ITNO

Yaoundé, le 22 Mai 2014

Le Président Idriss DEBY ITNO accueilli chaleureusement à Yaoundé par son homologue Camerounais.

Monsieur le Président, Cher Frère,

C'est toujours un grand plaisir de vous accueillir ici à Yaoundé. Soyez le bienvenu parmi nous.

Nous avons tellement de choses en commun que le terme de « fraternité » est insuffisant pour traduire notre relation. Il faudra en inventer un autre !

En effet, tout nous rapproche : notre histoire, nos coutumes, nos cultures, nos économies et même nos politiques.

Dois-je donner des exemples ?

La mise en service, il y a quelques années, du pipe-line Tchad/Cameroun a montré l'avantage qu'il y a à s'entendre pour la réalisation de projets où chacun est bénéficiaire. Demain, les autres richesses du sous-sol tchadien pourront être exportées grâce au développement de nos axes routiers et au prolongement de notre réseau de chemin de fer.

Cette complémentarité de nos économies pourra également donner lieu à des échanges plus nourris concernant l'agriculture et l'énergie.

Ceci pour ce qui est de nos relations bilatérales. Mais il va de soi qu'au sein de la CEMAC, notre Organisation commune, beaucoup de progrès peuvent également être faits, aussi bien sur le plan du rapprochement de nos économies que de l'intégration régionale. Et je sais que sur ces points nos positions sont proches.

Aujourd'hui, ce qui nous préoccupe le plus touche à la sécurité de nos deux pays.

Les événements qui ont déstabilisé la RCA et l'activité terroriste de Boko Haram à partir du Nigeria, deux pays avec lesquels le Tchad et le Cameroun partagent une frontière commune, ces événements – dis-je – présentent un caractère évident de gravité pour la sécurité de nos pays.

Dans le cas de la RCA, est en cours un processus de pacification auquel l'un et l'autre, dès les premières heures, nous participons. Avec l'engagement actuel de la communauté internationale, nous avons grand besoin que ce processus soit mené heureusement à terme.

Les menées terroristes de Boko Haram, qui se manifestent hélas tous les jours, demeurent une menace permanente à la paix et à la sécurité au Tchad et au Cameroun.

Le sommet de Paris dont la France a pris l'initiative, a apporté un certain nombre de réponses aux problèmes que pose cette menace. Les dispositions qui ont été approuvées par les participants devront être mises en œuvre dès que possible, au plan régional comme au plan bilatéral.

En ce qui le concerne, le Cameroun est disposé à examiner avec le Tchad, dans les moindres détails, les conditions dans lesquelles ces dispositions pourront être appliquées par nos deux pays, qu'il s'agisse de patrouilles coordonnées, de partage du renseignement, d'échange d'information ou de mécanisme de surveillance des frontières.

Monsieur le Président, Cher Frère,

Pour des pays comme les nôtres, la sécurité est un impératif catégorique. Elle commande non seulement notre stabilité politique, mais aussi nos efforts de développement. C'est un sujet sur lequel nous ne pouvons pas faire de concessions.

Je sais que sur ces points, le Président DEBY et moi-même sommes parfaitement d'accord. C'est la raison pour laquelle je le remercie très chaleureusement d'être venu vers nous à un moment où notre concertation s'imposait.

Vive l'amitié entre le Tchad et le Cameroun !

Mesdames, Messieurs,

Je vous invite maintenant à lever votre verre à la santé de notre frère et ami, Son Excellence Monsieur le Président de la République du Tchad.

Je vous remercie de votre attention.

Allocution du Chef de l'Etat lors de la cérémonie de remise du Prix de l'Union Panafricaine des Avocats pour « la résolution pacifique des conflits »

Palais de l'Unité, le 06 Juin 2014

Le Président BIYA, lauréat du Prix pour la résolution des conflits, reçoit son Trophée des mains du Président THABO MBEKI.

- ***Monsieur le Président de l'Union Panafricaine des Avocats,***
- ***Messieurs les membres du Conseil Exécutif de l'Union Panafricaine des Avocats,***
- ***Monsieur le Président THABO MBEKI et cher frère,***
- ***Excellences,***
- ***Mesdames et Messieurs,***

C'est pour moi un plaisir particulier de prendre la parole à cette cérémonie de remise du Prix de votre organisation pour la Résolution pacifique des Conflits.

En cette circonstance, il m'est agréable de vous remercier d'avoir choisi le Cameroun pour abriter l'Assemblée Triennale de l'Union Panafricaine des Avocats.

Permettez-moi également de saluer la présence parmi nous de Monsieur THABO MBEKI, notre frère, Ancien Président de la République d'Afrique du Sud, auquel je souhaite la bienvenue.

- **Excellences,**
- **Mesdames et Messieurs,**

Dans le monde d'aujourd'hui, de nombreux conflits armés mettent en péril la stabilité des Etats ou la paix entre les nations. L'Afrique illustre malheureusement ce

constat, à commencer par la situation tragique que connaît actuellement la République Centrafricaine.

Les causes des conflits en Afrique sont multiples et variées. Il serait fastidieux de les passer en revue. Je me bornerai maintenant à souligner le danger que font courir à la paix les disputes de frontières et les contentieux territoriaux.

A titre d'exemple, je reviendrai quelques instants sur les efforts faits par le Nigeria et le Cameroun pour trouver une solution pacifique au différend territorial qui les opposait à propos de la péninsule de Bakassi.

Je crois pouvoir dire que des deux côtés, il a été fait usage de toutes les ressources de la diplomatie et de la justice internationale. Et que ces efforts ont permis d'aboutir à une issue honorable pour les deux parties.

Il a été ainsi démontré que le recours à la force pose plus de problèmes qu'il n'en résout. C'est d'ailleurs ce que stipule la Charte des Nations Unies lorsqu'elle prohibe le recours à la force et exige l'obligation du règlement pacifique des différends.

La paix par le droit est donc possible. A condition toutefois que la force cède le pas devant le droit. A condition aussi que les Etats reconnaissent la primauté

du droit international et le rôle prééminent des Nations Unies.

Par ailleurs, la paix dans le monde ne pourra être assurée que si la Communauté internationale fait de la solidarité une des valeurs fondamentales des relations entre nations. On ne peut que se réjouir de la prise de conscience de plus en plus forte de cette obligation par une majorité d'Etats.

A cet égard également, le rôle des Nations Unies demeure capital.

D'autre part, les conflits, qu'ils soient internes ou qu'ils opposent des entités étatiques, nuisent au décollage économique des Etats africains et à leur développement en général. A ce sujet, il me plaît de féliciter l'Union Panafricaine des Avocats pour le travail remarquable qu'elle accomplit en proposant à nos Etats des solutions dans le champ des missions qui sont les siennes.

En attendant que le droit international l'emporte définitivement sur l'usage de la force, je reste convaincu que celui-ci doit être encadré par le droit, notamment dans le cas de la légitime défense.

C'est dans cet esprit que nous avons dû prendre des dispositions pour nous défendre contre les agissements terroristes de Boko Haram au Nigeria.

C'est le lieu de souligner la pertinence du thème retenu pour votre Assemblée générale, à savoir les « flux financiers illicites en Afrique ». En effet, il est établi que les ressources tirées de la criminalité organisée financent le terrorisme et le trafic des armes.

- Monsieur le Président de l'Union Panafricaine des Avocats,
- Excellences,
- Mesdames et Messieurs,

Un Prix prestigieux, comme celui consacré à la résolution pacifique des Conflits, inspire à qui le reçoit, un sentiment de joie et de fierté.

Permettez-moi d'associer à l'honneur qui m'est fait tous ceux qui ont œuvré au règlement pacifique du différend frontalier entre le Nigeria et le Cameroun.

Je pense notamment :

- à la Cour Internationale de Justice,
- à mon frère, le Président OLUSEGUN OBASANJO, et à

l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies M. KOFI ANNAN,
- à mes homologues Nigérians successifs,
- aux Etats témoins, l'Allemagne, les Etats Unis, la France et le Royaume Uni,
- ainsi qu'à l'actuel Secrétaire Général de l'ONU, M. BAN KI MOON.

Enfin, qu'il me soit permis de vous exprimer ma profonde gratitude pour le Prix que votre Organisation, en accord avec l'Union Africaine, a bien voulu me décerner.

Pour conclure, je ne saurais mieux faire qu'en citant un extrait de l'Acte Constitutif de l'UNESCO, je cite : « Les guerres naissant dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il convient d'ériger les défenses de la paix ».

C'est là un programme, tout un programme, plus actuel que jamais. Un beau programme qui nous interpelle tous.

Je vous remercie.

Le Chef de l'Etat face à la presse au sortir de la concertation sur la situation en RCA à Malabo

Malabo, le 27 Juin 2014

Madame SAMBA PANZA et le Président Paul BIYA à Paris au Sommet UE-Afrique

Excellence, est-ce que les décisions prises au terme de cette concertation seront cette fois-ci appliquées pour assurer le retour de la paix en RCA ?

Je crois que les pays d'Afrique Centrale ont fait beaucoup d'efforts. On a envoyé des soldats, de l'argent et des équipements pour maintenir la paix. Mais nous avons voulu aussi que les Centrafricains puissent s'exprimer eux-mêmes, qu'ils disent ce qu'ils veulent, quel genre d'institutions ils veulent conduire. A cet effet, on a prévu une rencontre de toutes les forces politiques à Brazzaville. Nous serons toujours en arrière-plan pour apporter nos appuis, nos concours. Je profite pour remercier d'ailleurs les pays européens comme la France, qui ont bien voulu apporter aussi leur concours à la reconstruction de cette République Centrafricaine qui nous est chère.

Est-ce que ce sera un dialogue incluant les anti-balaka et la Seleka ?

Nous avons exprimé le vœu que le dialogue englobe toutes les forces vives de ce pays - les partis politiques, les ONG, les chefs religieux, les anti-balaka et les Seleka - pour qu'on ait vraiment un condensé des volontés de ce peuple pour rebâtir leur pays. Nous sommes en arrière-plan pour les aider et nous aiderons aussi à ce que le dialogue soit constructif.

Intervention du Chef de l'Etat lors de la session publique consacrée aux problèmes de Paix et de Sécurité en Afrique à Malabo

Malabo, le 27Juin 2014

Le Président BIYA attentif aux travaux.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames, Messieurs,

Notre continent avait depuis longtemps le triste privilège des coups d'Etat, des guerres civiles, des affrontements ethniques, des différends territoriaux, voire des conflits ouverts entre Etats, avec un bilan effrayant en pertes de vies humaines, de destructions de biens et de déplacements de populations.

Depuis peu, un nouveau malheur s'est abattu sur l'Afrique. Il a pris le visage d'un terrorisme qui semble venu du fond des âges et qui est d'autant plus dangereux qu'il frappe au hasard et sans raison apparente. Là aussi des milliers de victimes innocentes attestent de l'importance du danger.

Nos frères du Mali en ont fait la douloureuse expérience pendant les mois où les djihadistes ont régné sur le Nord du pays. Les populations du Nigeria, en butte aux exactions de Boko Haram, subissent à leur tour l'oppression de cette secte moyenâgeuse. Quant au Kenya, il ne se passe pas de semaine sans que les « Shebabs » somaliens se rendent coupables d'attentats meurtriers.

Mon pays est bien placé pour évaluer l'ampleur du danger. Menacé à l'Ouest par les incursions de Boko Haram et à l'Est par les répercussions des événements de RCA, il se trouve aujourd'hui en première ligne. Nous sommes bien entendu déterminés à nous défendre. Mais je voudrais souligner à l'intention des pays frères que la distance n'est pas une garantie d'invulnérabilité face à un tel adversaire.

C'est pourquoi je pense que ce qui se passe encore au Mali, au Nord du Nigeria et au Kenya nous concerne tous.

Il n'est que temps de faire barrage à l'avancée de ces nouveaux envahisseurs. Et, bien entendu, notre Organisation continentale a un rôle crucial à jouer en la matière. Depuis plusieurs années, nous discutons de la construction d'une « architecture de paix et de sécurité » au niveau du continent. La question est complexe, je le reconnais. Nous avons néanmoins fait des progrès.

Aujourd'hui, des contingents africains sont présents dans certains pays frères en difficulté ou participent avec l'accord de l'UA à des Opérations de stabilisation ou de Maintien de la Paix. Mais maintenant la menace est globale et nécessite une réponse urgente à la mesure du danger. Je crois que le moment est venu de tirer les conséquences pratiques de la doctrine d'intervention que nous avons définie à l'échelle du continent.

Si j'ose dire, la Force Africaine en Attente ne peut plus attendre et la Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises (CARIC) devrait être opérationnelle sans retard.

Par ailleurs, des initiatives ont déjà été prises qui vont dans ce sens et il faut s'en féliciter. Le Sommet réuni à Paris le 17 Mai dernier à l'initiative de la France, auquel participaient les Chefs d'Etat du Nigeria, du Niger, du Bénin, du Tchad et du Cameroun, était consacré aux agissements de Boko Haram et à la réponse qu'il convenait d'y apporter.

Des représentants des Etats-Unis, du Royaume Uni, de la France et de l'Union Européenne y assistaient.

Bien qu'il s'agisse d'une menace d'une autre nature mais le mode opératoire comporte aussi enlèvements, pillage et assassinats je voudrais rappeler que le terrorisme a pris également une dimension maritime, notamment au large de la Somalie et dans le Golfe de Guinée.

C'est pour y faire face que nous avons réuni, en Juin 2013 à Yaoundé, un Sommet sur la Sûreté et la Sécurité dans le Golfe de Guinée.

Un cadre intercommunautaire de coopération et un code de conduite relatifs à la lutte contre la piraterie ont été adoptés ainsi qu'un document créant à Yaoundé un centre interrégional de coordination des mesures prises par les Etats concernés. Ce centre sera bientôt opérationnel.

Qu'il soit terrestre ou maritime, que ses agissements soient proches ou éloignés, le terrorisme reste le terrorisme. Il défie les règles du monde civilisé qui prône la fraternité et la tolérance. Son comportement est inspiré par la haine et ses moyens ceux de la force brutale. Sa victoire serait celle de l'obscurantisme et de la régression. Face à ce péril, il n'y a pas d'hésitation possible. Il faut faire front.

Je vous remercie.

Forum économique Cameroun/Etats-Unis Thème : « Investir au Cameroun, c'est le moment » Déclaration du Chef de l'Etat lue par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

Washington D.C., le 31 Juillet 2014

CHAD
CAMEROON
BURUNDI

- ***Messieurs les Ministres,***
- ***Monsieur l'Ambassadeur du Cameroun à Washington,***
- ***Monsieur le Président de Corporate Council on Africa (CCA),***
- ***Mesdames et Messieurs les membres du secteur privé américain, Membres du CCA,***
- ***Mesdames et Messieurs les Chefs d'entreprises publiques et privées,***
- ***Mesdames et Messieurs,***

Je voudrais avant toute chose remercier le Président OBAMA pour l'initiative du présent Sommet Etats-Unis/Afrique, le tout premier dans l'histoire de notre relation.

C'est dans ce cadre et en prélude à ce Sommet que se tient ce premier Forum économique Cameroun/Etats-Unis.

Mon pays en est honoré.

Je remercie très vivement le Président du Corporate Council on Africa, ainsi que l'ensemble de ses membres, pour leur participation à la préparation et à l'organisation de cette rencontre.

En choisissant de rapprocher les investisseurs américains des représentants du secteur privé camerounais et des membres du Gouvernement, le CCA a fait un pari qui repose sur la confiance. Et il a eu raison.

Le Cameroun est venu vous proposer de participer à la mise en valeur de ses potentialités. A bien des égards, mon pays est en effet une terre d'opportunités. Elles vous seront exposées en détail au cours de ce Forum par la délégation camerounaise. Celle-ci comprend des membres du Gouvernement, des représentants du secteur privé et des investisseurs américains déjà présents au Cameroun.

En quelques mots, sachez que :

- le Cameroun est un pays stable qui jouit d'une démocratie apaisée,

- son taux de croissance progresse : il est de 5,5 % en 2014 contre 4,6 en 2013,

- de grands projets d'infrastructures sont en cours et concernent l'énergie, les ports, les routes, l'agro-industrie, les mines, etc.,

- nos potentialités sont considérables dans les domaines énergétique, agricole, forestier ou minier,

- le tourisme mérite d'y être développé.

Investir au Cameroun présente de nombreuses opportunités. Des mesures incitatives, conformes aux standards internationaux, y ont été prises.

L'environnement des affaires est au centre d'un dialogue permanent entre secteurs privé et public. En deux mots, investir au Cameroun est un bon risque.

C'EST LE MOMENT D'INVESTIR AU CAMEROUN :

- en établissant des joint-ventures,ou en installant vos entreprises dans des zones économiques aménagées et viabilisées.

Vous y bénéficierez des mesures d'accompagnement.

Mon vœu est de voir, au cours de ce Forum, se nouer de bons contacts qui donneront naissance à de fructueux échanges, prélude à des projets mutuellement bénéfiques.

Je souhaite plein succès à vos travaux et vous remercie de votre attention.-

Table-ronde sur l'investissement au Cameroun Intervention du Chef de l'Etat lue par le Ministre des Finances

Washington D.C., le 03 Août 2014

Madame Chantal BIYA à Washington

Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Investisseurs et Chefs d'entreprises,

Je voudrais tout d'abord remercier le Président OBAMA d'avoir pris l'initiative de ce premier Sommet Etats-Unis/Afrique à Washington D.C.

C'est en prélude à ce Sommet que se tient la présente manifestation, organisée par la Commission de l'Union Africaine et Africa24. Je les remercie d'en avoir fait du Cameroun l'hôte d'honneur.

Je salue particulièrement les membres du Congrès et de l'Administration, les investisseurs et Chefs d'entreprises américains qui manifestent par leur présence leur intérêt pour l'Afrique, et donc pour le Cameroun.

Le titre de la présente table-ronde est « avoir foi en l'Afrique ».

C'est aussi le thème qui sera au centre des débats du premier Sommet Etats-Unis/Afrique.

Mais a-t-on raison d'avoir foi en l'Afrique ?

Certains ont pensé ou dit que l'Afrique était mal partie. D'autres ont prétendu qu'elle n'était pas partie du tout.

Mais aujourd'hui, les choses ont changé. L'Afrique est non seulement partie, et bien partie, elle est aussi une terre d'avenir. Et le 21ème siècle sera le siècle de l'Afrique.

La rencontre, dans ce contexte, de l'Amérique et de l'Afrique apparaît ainsi comme historique.

Pour les Africains, l'Amérique c'est la guerre d'indépendance, c'est l'expression de l'humanisme d'un grand Président, Abraham Lincoln, qui a fait de l'abolition de l'esclavage le combat d'une vie.

L'Amérique c'est aussi cette grande puissance dans laquelle progrès et démocratie sont indissociables, un pays dont l'évolution préfigure l'avenir du monde.

Il est donc naturel dans ces conditions d'envisager avec les Etats-Unis un partenariat à la hauteur des espérances des peuples et des nations.

C'est ce partenariat que l'Afrique est venue rechercher à Washington. Elle ne vient pas les mains vides. L'Afrique est riche de son sol et de son sous-sol. Elle est riche de ses ressources humaines. Elle comptera, en 2050, 1,8 milliards d'individus. Elle est riche de ses jeunes. D'ici 2025, un jeune sur deux, âgé de moins de 25 ans, sera Africain.

De même qu'ils ont aidé l'Europe à se redresser après la Seconde Guerre mondiale grâce au Plan Marshall, les Etats-Unis me paraissent qualifiés pour s'associer à un grand projet de développement des énormes potentialités de l'Afrique.

Il ne devrait pas être question, à mon avis, d'aide à proprement parler mais de coopération dans le cadre de projets où les entreprises auraient une large part. Nous y gagnerons tous. Ce partenariat permettra de mieux combattre le terrorisme, d'avoir une bonne maîtrise des conflits et de renforcer la démocratie et les Droits de l'Homme.

Mesdames et Messieurs,

Les organisateurs ont accordé à mon pays le redoutable privilège d'être l'hôte d'honneur de cette journée de foi en l'Afrique.

Le Cameroun, dit-on, c'est l'Afrique en miniature. Ce n'est pas le fait du hasard. On y trouve à travers son histoire, sa géographie, ses richesses naturelles, sa diversité culturelle des traits de toutes les régions du continent. Il présente toutefois certaines spécificités : par exemple, en 72 heures, il vous est possible de créer votre entreprise au Cameroun.

Nous avons mis en place des mesures incitatives à l'investissement privé qui répondent aux standards internationaux.

Des zones économiques, aires géographiques viabilisées et aménagées destinées à accueillir les entreprises ont été créées. Les chefs d'entreprises qui y sont installés bénéficient d'un accompagnement sous forme de conseil fiscal et douanier notamment.

La protection juridique des investissements est une réalité garantie par un système judiciaire performant, le Cameroun étant par ailleurs membre de l'OHADA.

Il vous est également aisé de disposer à votre choix des revenus résultant de vos investissements. Par ailleurs, notre système bancaire est performant.

Autre avantage, le Cameroun est bilingue : le français et l'anglais sont nos deux langues officielles.

Les chefs d'entreprises américaines ou britanniques établies au Cameroun, à l'exemple de General Electric ou de la Standard Chartered Bank, pourraient attester de ces réalités.

Qu'il me soit permis de rappeler que le Cameroun est un marché d'environ 22 millions de consommateurs.

Mais, en réalité, l'investisseur établi dans notre pays peut atteindre un marché de plus de 300 millions de consommateurs, constitué des pays de la Communauté Economique de l'Afrique Centrale et du Nigeria.

Par ailleurs, je crois pouvoir dire que l'environnement des affaires s'améliore de jour en jour. Le Gouvernement livre un combat permanent contre la corruption et contre les lenteurs administratives.

En plus de ces mesures incitatives, je dois souligner la dynamique de notre cadre macroéconomique.

Avec un taux de croissance de 5,5% en 2014, il est en constante progression. L'inflation est maitrisée à moins de 3%. Je peux également mentionner un accroissement des crédits à l'économie, pour ne parler que de ces indicateurs.

Mesdames et Messieurs,

Le secteur minier, l'agriculture, l'énergie, ou encore le tourisme sont des domaines dans lesquels existent de nombreuses opportunités d'investissement. Ces secteurs sont les piliers de notre stratégie de développement.

Les membres du Gouvernement, les chefs d'entreprises camerounais ici présents auront le loisir de revenir sur tout cela au cours de vos échanges.

J'ajouterai que beaucoup a déjà été fait pour consolider l'état de droit au Cameroun.

Au total, ce que nous appelons la « démocratie apaisée » s'exerce chez nous et participe à la construction d'un climat serein pour les affaires.

Vous pouvez donc en confiance vous engager dans un partenariat public/privé ou entrer en joint-venture avec nos entrepreneurs. Le Cameroun sera heureux de vous accueillir.

Pour terminer, permettez-moi une fois encore de me féliciter de l'heureuse initiative du Président Barack OBAMA de convier l'Afrique et l'Amérique à ce Sommet historique. Il est appelé à jeter les bases d'un véritable partenariat gagnant/gagnant entre l'Afrique et les Etats-Unis d'Amérique.

Je souhaite plein succès à vos délibérations et vous remercie de votre attention.-

Intervention du Chef de l'Etat sur le thème « Paix et Stabilité Régionales » à Washington

Washington, le 06 Août 2014

U.S. AFRICA LEADERS SUMMIT

Monsieur le Président des Etats- Unis d'Amérique,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat, Premiers Ministres ou leurs Représentants,
Mesdames, Messieurs,

Nous sommes là pour construire l'avenir de l'Afrique en partenariat avec les Etats-Unis. Cet avenir passe par la stabilité et par la paix.

Pendant plusieurs décennies, l'Afrique a été le théâtre de multiples conflits. C'est pourquoi on l'a dit mal partie.

Au moment où, grâce au patriotisme et au nationalisme de ses fils, les conflits internes ont eu tendance à s'apaiser, un nouveau type de menace à la paix, le terrorisme, est apparu :

- au large de la Somalie,
- au Golfe de Guinée,
- dans la zone sahélienne, notamment au Mali et au Nord du Nigeria,
- au Kenya.

Il se dissimule derrière le paravent de la religion, mais ses méthodes sont celles d'un banditisme sans pitié.

Le Cameroun doit aujourd'hui faire face aux incursions de Boko Haram. Nous avons pris des dispositions pour nous défendre. Mais il s'agit là d'un phénomène

transnational qui appelle aussi une réponse transnationale. Il s'agit d'un extrémisme qui conteste les valeurs de la démocratie et de nos sociétés. Il est non seulement une menace pour l'Afrique mais aussi pour d'autres régions du monde.

Nous devons, ensemble, faire barrage à son avancée.

Le terrorisme a pour corollaire la piraterie, le commerce illicite des armes, les trafics de toutes sortes. Là aussi, nous devons conjuguer nos efforts.

Enfin, la menace la plus pernicieuse à la paix est la pauvreté.

Ce caractère global de la menace qui pèse sur la paix et la stabilité régionale appelle une réponse toute aussi globale. Tous les membres de la communauté internationale doivent y contribuer.

Nous pensons qu'il convient là aussi d'établir un véritable partenariat. Car la paix et la sécurité sont les conditions sine qua non de la stabilité et du développement des Etats en Afrique comme ailleurs. Elles sont la condition sine qua non de l'harmonie entre les nations.

Je vous remercie de votre attention.

Petit déjeuner de travail sur l'Agriculture, Intervention du Chef de l'Etat lue par le Secrétaire Général des Services du Premier Ministre

Washington D.C., le 7 Août 2014

Au Cameroun, le développement du secteur agropastoral est au centre des priorités du Gouvernement.

L'agriculture traditionnelle a jusqu'à présent réussi tant bien que mal à assurer l'autosuffisance alimentaire dans notre pays, mais on doit constater que nos potentialités sont encore sous utilisées. D'où la nécessité de changer de cap pour s'engager résolument vers une «agriculture de seconde génération»; c'est-à-dire, une agriculture plus productive et plus compétitive; productrice de matières premières dans l'optique « chaine de valeurs ».

De quoi s'agit-il ?

Il est question de relever un défi qui implique une transformation totale de notre agriculture à la fois sur la vision, les techniques, les pratiques, les technologies et les normes.

Il est également question de s'orienter vers une agriculture qui traite la filière de production comme une chaîne de valeurs, afin de contribuer davantage à la création de la richesse nationale.

Le développement d'une telle agriculture devrait permettre d'atteindre notre objectif stratégique qui vise

à «renforcer le Cameroun dans son rôle de puissance agricole sous régionale, où le secteur rural est un moteur de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire des populations, dans un souci de développement durable, respectueux de l'environnement».

Nous sommes entrain d'élaborer le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Ce programme dont le coût est estimé à 7 milliards de dollars sera mis en œuvre dans une approche holistique et multisectorielle.

Quels sont les principaux segments du PNIA ?

1. la formation, la recherche et le développement ;
2. la construction de routes et la réhabilitation des routes rurales ;
3. la mise à la disposition des agriculteurs de facteurs modernes de production, notamment le matériel végétal et animal amélioré, les engrais, les produits phytosanitaires et les machines agricoles;
4. la maîtrise de l'accès aux financements et au foncier ;
5. La construction et la mise à la disposition des producteurs, d'infrastructures de stockage et de conditionnement ainsi que la promotion de la transformation locale des produits agricoles.

Dans le cadre du PNIA, nous allons lancer deux grands projets

- Le Programme d'Appui à l'Entreprenariat et à l'emploi Agropastoral des Jeunes ($65 millions). Il sera lancé avant fin 2014 avec l'appui du Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Ce programme prévoit la création d'un incubateur d'entrepreneurs agropastoraux ;

- Le Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles ($100 millions) avec l'appui de la Banque Mondiale. Le lancement est prévu avant fin 2014. Ce programme permettra de produire et de transformer le manioc, le maïs et le sorgho.

Qu'il nous soit permis de saisir l'occasion de ce petit déjeuner pour vous parler rapidement d'un projet qui nous tient à cœur.

Il s'agit du Projet de développement agropastoral de la plaine centrale et des forêts dégradées de l'Est Cameroun.

Ce projet doit permettre de viabiliser et de mettre en valeur 3 millions d'hectares de terres agricoles et pastorales ainsi que les différents plans d'eau.

A l'horizon 2020, nous voulons faire du Cameroun un grand producteur de produits horticoles et d'élevage, notamment, de fruits (mangue, pomme granate, citron, ananas, tomate), de produits maraichers, de fleurs, de produits sans glutens (à base de manioc, plantain, igname), de viande bovine et porcine, de volaille, de produits laitiers ainsi que de poisson d'eau douce.

Les paramètres écologiques, l'âge et le bon niveau d'éducation de la population, les infrastructures disponibles, bref notre potentiel nous prédispose à faire plus et mieux.

Pour atteindre ces objectifs, deux autoroutes sont à construire (plus de 1000 km) ainsi que des unités de transformation et de stockage des produits, sans oublier le développement de la mécanisation. Des dispositions sont prévues pour les investisseurs désireux d'installer des fermes de grande taille. Plusieurs milliers de jeunes seront répartis dans les bassins de production.

Vous êtes les premiers à prendre connaissance de ce projet qui, mis vigoureusement en œuvre, pourrait faire du Cameroun une nouvelle destination en matière de développement agricole. Les équipes sont à pied d'œuvre pour que les détails de ce projet soient disponibles avant Juin 2015.

L'essor de notre agriculture passe impérativement par la mobilisation harmonieuse de tous les acteurs étatiques et privés, notamment en développant des partenariats publics privés (PPP).

C'est dire que les investisseurs privés pourront occuper une place de choix dans ce processus. Avec eux, le Cameroun compte avancer main dans la main, dans un esprit gagnant-gagnant, afin de développer son secteur agricole et atteindre le stade de pays émergent à l'horizon 2035.

Nous sommes disposés à vous apporter des éclaircissements additionnels sur ce projet agricole à haute valeur ajoutée ainsi que sur tout autre projet que vous souhaiteriez venir réaliser au Cameroun.

Before I conclude, permit me to say this in English.

I want to underline that We came here because We want to DO BETTER, yes. Ladies and Gentlemen, together, We can do better. Since investing is a game, a win win game.

Thank you and Bon Appétit.

Le Chef de l'Etat échange avec le Chef de la diplomatie Américaine, M. John KERRY

Déjeuner officiel offert en l'honneur de Madame Irina BOKOVA à Yaoundé, le Toast du Chef de l'Etat

Yaoundé, le 16 Septembre 2014

Madame BIYA lève son verre en l'honneur de Madame Irina BOKOVA, Directrice Générale de l'UNESCO.

Madame la Directrice Générale de l'UNESCO,

Laissez-moi vous dire combien mon épouse et moi-même, sommes heureux de vous accueillir à l'occasion de votre visite au Cameroun.

Devrais-je rappeler que vous êtes bien chez vous au Cameroun. À la faveur d'une heureuse coïncidence, vous partagez votre nom avec une localité bien connue du Sud-Ouest du Cameroun. Vous êtes d'ailleurs l'illustre dignitaire de Bokova. Les dépositaires de la tradition vous en ont remis les attributs.

C'est vous redire tout notre plaisir de vous accueillir ici aujourd'hui, Madame la Directrice Générale.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, notre relation avec l'UNESCO est ancienne. Elle date des lendemains de notre accession à la souveraineté internationale, il y a plus d'un demi-siècle. Notre adhésion traduisait notre volonté de rapprochement avec tous les peuples. L'UNESCO, à la fois protectrice et promotrice de l'égalité des cultures, était l'interlocutrice toute désignée.

Nous pouvons nous féliciter du chemin parcouru ensemble. Pour mémoire, je voudrais rappeler le rôle de tout premier plan joué par votre Organisation dans la création, l'animation et le fonctionnement de l'Ecole Normale Supérieure de Yaoundé qui vient de célébrer ses 50 ans.

Tout aussi incommensurable a été et demeure votre accompagnement dans la préservation, la promotion, l'expression et le rayonnement de notre culture. Nous nous souvenons avec fierté de cette belle plaquette consignant les résultats de l'enquête réalisée sous vos auspices sur toutes les danses du Cameroun. Nous n'oublions pas votre assistance lors de la préparation de la participation du Cameroun au premier Festival des Arts Nègres à Dakar et au premier Festival Culturel Panafricain à Alger.

Laissez-moi enfin évoquer la part prise par l'UNESCO dans la restauration des monuments historiques tel le Palais de Foumban et dans la préservation de notre faune, notamment la réserve du Dja. Celle-ci est inscrite, depuis 1987, sur la liste du patrimoine mondial, naturel et culturel de votre Organisation.

Madame la Directrice Générale,
Mesdames, Messieurs,

Avec les conflits idéologiques et les foyers de tension qui se multiplient, le rôle de l'UNESCO dans la recherche de la paix, déjà fort louable, est aujourd'hui appelé à se renforcer. Car, il faut bien s'en convaincre, la victoire par les armes ne peut pas seule garantir la paix, une paix durable.

La paix durable ne s'impose pas, elle se construit et se vit quotidiennement par l'acceptation de l'autre et la tolérance qui conduisent au dialogue et le favorisent. Toutes ces vertus sont bel et bien la raison d'être de l'UNESCO.

Le préambule de son acte constitutif le proclame avec force, Je cite : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Fin de citation.

Madame la Directrice Générale,

La préservation de la paix passe aussi par la lutte contre les inégalités et la pauvreté.

Vous le savez bien puisqu'en 2009, vous avez placé

votre premier mandat sous le signe de la promotion d'un « nouvel humanisme » ; un humanisme fondé sur la solidarité et axé sur l'épanouissement de l'homme, de tout l'homme et de tous les hommes.

Vous avez accordé la priorité aux programmes de développement des pays africains. C'est aussi à vous qu'on doit la réorganisation géographique et opérationnelle des services de l'UNESCO. Par la création de cinq Bureaux régionaux en Afrique, vous avez rapproché votre Organisation des populations et rendu votre action perceptible à la conscience de celles-ci.

Le Cameroun apprécie hautement votre appui dans vos divers domaines de compétence et nous sommes certains que votre visite va contribuer à densifier notre coopération pluridimensionnelle.

Je voudrais à cet égard saluer, pour m'en féliciter, l'ouverture au Cameroun d'une importante Représentation de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale. Conformément aux instructions que je lui ai données, le Gouvernement a pris toutes les dispositions pour faciliter son installation et en garantir le bon fonctionnement.

Madame la Directrice Générale,

Permettez-moi de terminer par où j'aurais dû commencer mon propos. Je voudrais vous féliciter, chaleureusement, pour votre réélection à la tête de l'UNESCO. Je voudrais saluer la maîtrise et le talent avec lesquels vous vous dévouez au service de l'humanité.

Mesdames et Messieurs,

Mon épouse et moi-même vous invitons à présent, à lever vos verres en l'honneur de Madame Irina BOKOVA, Directrice Générale de l'UNESCO, au succès de sa mission au service de la paix et à la pérennité de la relation Cameroun UNESCO.

Je vous remercie.

Echanges chaleureux

60ème Conférence des Parlementaires du Commonwealth à Yaoundé, Discours d'ouverture du Président de la République

Yaoundé, le 06 Octobre 2014

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Avant de commencer mon propos, je vous invite à vous lever et à observer une minute de silence à la mémoire de Monsieur William SHIJA, Secrétaire Général du Commonweath Paliamentary Association… Merci.

Monsieur le Président du Sénat du Cameroun,
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale du Cameroun, Président en exercice de l'Association Parlementaire du Commonwealth,
Mesdames et Messieurs les Chefs de Chambre,
Monsieur le Secrétaire Général du Commonwealth of Nations,
Monsieur le Secrétaire Général de l'Union Interparlementaire,
Monsieur le Secrétaire Général de l'Association Parlementaire du Commonwealth,
Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement du Cameroun,
Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et les Représentants des Organisations Internationales,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord, au nom du Peuple Camerounais, vous souhaiter une chaleureuse bienvenue au Cameroun, en terre africaine, et un agréable séjour à Yaoundé. Je salue, en particulier, tous ceux qui nous ont fait l'amitié de venir de très loin et ceux qui foulent le sol du continent africain pour la première fois. Comme vous le savez, il y a toujours beaucoup de plaisir à recevoir un ami qui vient de loin.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Votre conférence se tient dans un contexte international marqué par la persistance de nombreux foyers de tension. Plusieurs points du globe demeurent encore le théâtre de crises politiques, économiques et sociales. Les affrontements armés sont légion. Des attentats terroristes, ainsi que des actes de piraterie maritime, se succèdent, défient la raison et interpellent la communauté internationale.

Ce tableau vient encore d'être plus assombri par l'épidémie de la fièvre à virus Ebola. En quelques mois, les victimes se comptent déjà par milliers sur le continent africain. C'est une réelle menace qui transgresse les frontières des Etats, alors même que la communauté internationale cherche encore une riposte appropriée pour contenir ce péril.

Nous devons par conséquent nous féliciter que la rencontre qui s'ouvre aujourd'hui, se tienne malgré un environnement international hostile. Par votre présence, vous affirmez et réaffirmez votre détermination à faire face aux défis dont notre siècle est porteur.

Mon pays se réjouit d'avoir été choisi pour abriter la 60ème Conférence de l'Association Parlementaire du Commonwealth. Cette marque de considération et de confiance honore le Peuple Camerounais.

Par leur présence massive, les Parlementaires du Commonwealth témoignent, de façon éloquente, de l'intérêt qu'ils portent à la solidarité entre les peuples qu'ils représentent. C'est aussi, pour la grande famille du Commonwealth, une belle preuve de son engagement résolu à œuvrer avec constance et détermination en faveur d'un monde meilleur. Ceci est un réel motif de satisfaction, mais aussi et surtout d'espérance.

Excellences, Mesdames, Messieurs, Distingués Participants,

Vous avez choisi, pour votre rencontre à Yaoundé, de réfléchir sur « le repositionnement du Commonwealth dans l'optique de l'Agenda de Développement Post 2015 ».

Outre qu'il cadre parfaitement avec les fondements

mêmes de notre Organisation commune, ce thème est d'une brûlante actualité.

Les questions de progrès social et de développement humain sont en effet au cœur des préoccupations de la Communauté des Nations. Elles s'imbriquent avec celles relatives à la paix et à la sécurité, tant il est vrai qu'aucun développement n'est possible sans un minimum de sécurité et de stabilité.

La 69ème session de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, qui vient de s'ouvrir à New-York, s'attèle à définir le cadre et le contenu de l'Agenda de Développement Post 2015 de la planète.

Comme vous le savez, l'adoption, le 08 Septembre 2000, de la Déclaration portant sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, a fait éclore de nouvelles espérances en un monde où la paix, la sécurité et la prospérité seront enfin partagées.

Quinze ans après l'adoption de ces objectifs, force est de reconnaître malheureusement qu'ils ne seront pas atteints en 2015 comme convenu.

Certes, des avancées notables ont été enregistrées dans certains domaines, tels que : la scolarisation, la couverture vaccinale, la lutte contre le VIH et le

paludisme, et la promotion du genre à l'école. Il y a tout lieu de s'en féliciter.

Malgré ces efforts appréciables, il convient toutefois de reconnaître que beaucoup de progrès restent à faire dans des domaines essentiels. La famine n'a pas été éradiquée ; la pauvreté recule trop lentement ; le chômage, en particulier celui des jeunes, demeure un problème épineux ; et la couverture sanitaire reste insuffisante.

La communauté internationale doit tirer les leçons des difficultés rencontrées ces quinze dernières années.

Dans l'Agenda Post 2015, il faudra inventer des stratégies nouvelles à même de conduire à une amélioration substantielle des conditions de vie des populations.

De la part de tous les acteurs, il conviendra assurément de faire preuve de plus de volonté politique, de plus de générosité et d'une solidarité plus effective, plus concrète et plus agissante. L'interdépendance des Etats et l'unité du genre humain nous le commandent. Sans ce supplément d'âme, le développement à l'échéance du nouvel Agenda risque de ne demeurer qu'un objectif lointain.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'adoption par l'ONU d'un Agenda de Développement Post 2015, révèle la prise en compte des manquements enregistrés dans le passé, mais aussi la prise de conscience de la nécessité d'agir avec une détermination et un engagement accrus, dès à présent, pour garantir l'avenir.

Les pays africains ont élaboré, à cet effet, une position commune qui suggère une harmonisation de cet Agenda avec les programmes nationaux et continentaux de développement, en parfaite cohérence avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Cette position commune comprend également de nouveaux axes de coopération, avec comme objectifs l'élimination de la pauvreté, la création de conditions endogènes de transformation économique, la préservation de la paix, la marche vers la prospérité et le développement durable.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires du Commonwealth,

Les défis que je viens d'évoquer ne concernent pas que l'Afrique. Ils sont communs aux peuples du monde dont beaucoup d'entre vous sont des élus.
Il vous revient de plaider auprès des pouvoirs publics

nationaux et internationaux pour qu'ils respectent les engagements souscrits. Il vous appartient, dans chacun de vos pays, d'œuvrer pour que ces engagements aient force de loi.

En formant le vœu que l'étape de Yaoundé soit celle de la confirmation de votre engagement en faveur d'un développement partagé dans le monde, et en souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouverte la 60ème Conférence de l'Association Parlementaire du Commonwealth.

Vive le Commonwealth et Sa Majesté la Reine Elisabeth II !

Vive le Cameroun !

Thank you very much.

Libération des otages Camerounais et Chinois, Déclaration du Chef de l'Etat lors de la cérémonie de réception des ex-otages

Yaoundé, 13 Octobre 2014

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi d'abord de vous souhaiter la bienvenue au Palais de la République.

Ce jour est un jour de joie, une joie qui n'a d'égale que l'angoisse et l'inquiétude qui nous étreignaient pendant toute votre détention.

Monsieur l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine,

C'est avec plaisir et avec joie que je vous remets vos compatriotes qui ont subi une détention dans des conditions atroces. Je voudrais dire que c'est grâce à leur courage, à leur volonté, à leur détermination qu'ils ont pu survivre. Je les en félicite et leur souhaite beaucoup de chance pour l'avenir. Je leur souhaite un bon retour dans votre grand pays.

Mes chers compatriotes,

Je ne peux pas cacher la joie que nous éprouvons de vous voir revenus sains et saufs. Madame ALI est de nouveau parmi nous, le Lamido de Kolofata et toutes leurs familles. Vous avez fait preuve de courage, d'endurance, de croyance en Dieu ; c'est ce qui vous a sauvé.

Tout ceci, tout ce qui arrive et qui nous cause une grande joie, nous ne l'oublions pas, nous le devons à la vaillance de nos forces armées. Notre armée se bat avec courage nuit et jour pour que le Cameroun reste un pays de paix et de stabilité.

Nous devons ce bon résultat également à l'engagement des populations du Cameroun, que ce soit du Nord, du Sud, de l'Est ou de l'Ouest ; je dirais même plus, les populations de l'Extrême-Nord qui vivent le calvaire tous les jours mais qui apportent aux forces de l'ordre un concours que nous apprécions.

C'est tout cela qui a permis que nous vous revoyions. Nous ne cachons pas notre joie. Nous vous souhaitons un retour heureux dans vos familles et dans vos pays.

Le Gouvernement camerounais quant à lui vous donne l'assurance qu'il va continuer sans relâche à combattre le Boko Haram jusqu'à son éradication totale.

Je vous souhaite bonne chance et bon retour dans vos familles.

Libération de 15 otages Camerounais enlevés à l'Est du Cameroun et d'un Prêtre Polonais enlevé en RCA : Le Président de la République félicite les forces de défense et de sécurité Camerounaises pour leur bravoure et leur dévouement.

Yaoundé, 13 Octobre 2014

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Paul BIYA, annonce à l'opinion publique nationale et internationale qu'une opération spéciale des forces de défense et de sécurité camerounaises a permis la libération cette nuit de quinze (15) otages Camerounais enlevés les 20 Septembre et 24 Octobre 2014 dans la Région de l'Est, par un groupe armé centrafricain, ainsi que du Prêtre Polonais MATEUSZ DZIEDZIC enlevé le 12 Octobre 2014 en RCA.

Le Président de la République remercie sincèrement tous ceux qui de près ou de loin ont œuvré pour cet heureux dénouement.

Il salue tout particulièrement à cet égard, la contribution appréciable de S.E.M. Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République du Congo et Médiateur dans la crise centrafricaine.

Le Président de la République félicite chaleureusement les forces de défense et de sécurité camerounaises pour leur bravoure et leur dévouement et réitère sa détermination à continuer à promouvoir la résolution pacifique des crises et des conflits dans la sous-région et à œuvrer sans relâche à la préservation

de la paix, de la stabilité et de la sécurité du Cameroun, gages de la prospérité et du bien-être de nos populations.

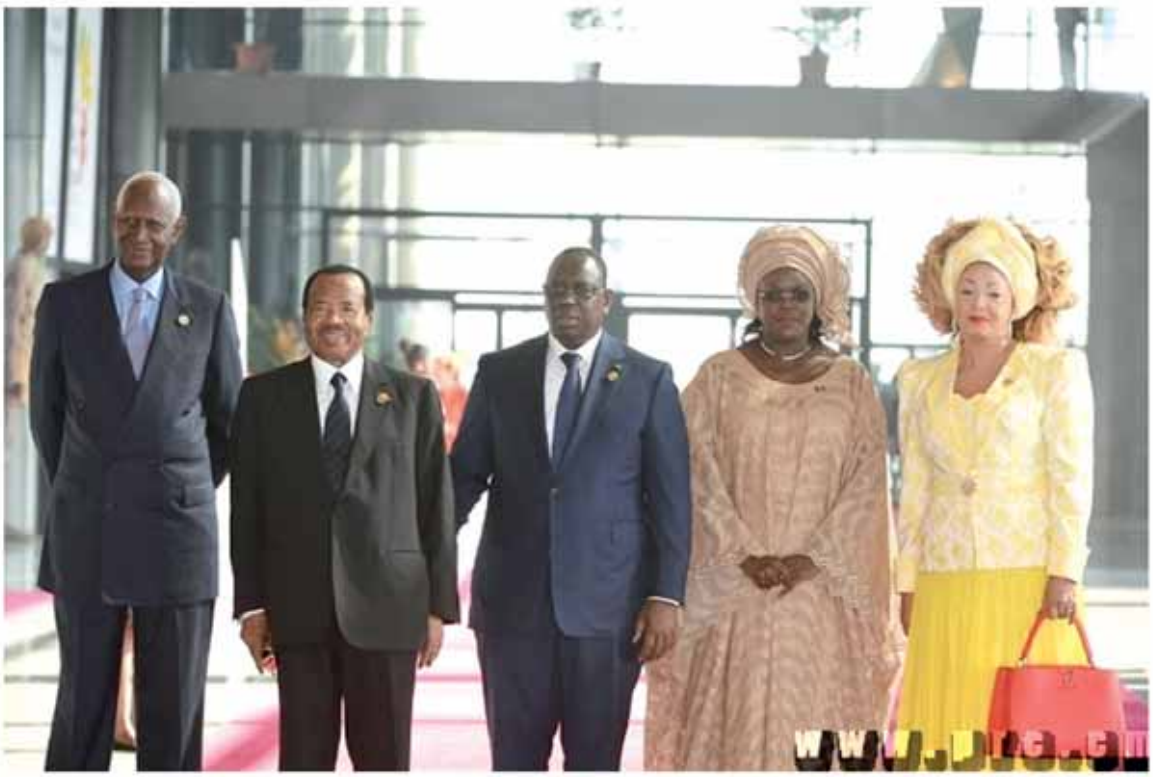
Yaoundé, le 26 NOV 2014

Le Ministre, Secrétaire Général
de la Présidence de la République,

Ferdinand NGOH NGOH

Discours de S.E.M. Paul BIYA, lors de l'ouverture du15ème Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie à Dakar

Dakar, 29 Novembre 2014



Monsieur le Président de la Conférence,
Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat, de Gouvernement et de délégations,
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Nous savons depuis longtemps que le monde n'est pas juste. Nous savons aussi qu'il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour venir à bout de la pauvreté et de l'exclusion.

Nous savons aussi que le monde est dangereux et que les périls peuvent intervenir à tout moment : guerres civiles ou étrangères, rivalités ethniques ou religieuses, oppression de factions sur les populations, que sais-je encore.

On peut, face à ces défis, se demander ce que notre Organisation peut faire de plus.

On répondra aisément qu'elle s'est déjà fortement impliquée dans la préservation de la paix, la promotion de la démocratie et des Droits de l'Homme. On évoquera son rôle pour la défense de la solidarité entre les Nations et son soutien à l'éducation et la formation. C'est exact. Et, à ce point de mon propos, je tiens à féliciter très chaleureusement mon frère et ami, le Président Abdou DIOUF pour l'ensemble du travail remarquable qu'il a accompli.

Je veux simplement dire que, depuis peu, nous sommes confrontés à de nouveaux défis.

Le premier concerne notre sécurité. Jusqu'alors, nous avions affaire à des conflits locaux dont les conséquences dépassaient rarement les limites de la sous-région. Aujourd'hui, nous sommes menacés par une entreprise de déstabilisation d'envergure mondiale. A l'offensive en Irak et en Syrie, elle a étendu ses tentacules au cours des dernières années jusqu'au Mali, puis à l'ensemble de la zone sahélienne.

Par l'entremise du terrorisme, elle fait également peser sa menace sur l'ensemble de la planète.

A titre d'exemple, je me permettrai d'appeler l'attention sur la situation de mon pays actuellement en butte aux attaques de la secte Boko Haram. Je remarquerai au passage que tous les pays voisins immédiats du Nigeria sont membres de l'OIF et sont donc concernés comme le Cameroun.

Face à un ennemi commun qui conteste toutes les valeurs auxquelles nous sommes attachés, la solidarité doit jouer à plein. L'histoire récente nous enseigne qu'avec ce genre d'adversaire il ne peut y avoir de compromis.

Ai-je besoin de dire que nous restons des partisans déterminés de la paix. Nous ne renoncerons pas au « dialogue des cultures » cher au Président SENGHOR, cet illustre chantre de la fraternité humaine universelle.

En second lieu, la solidarité qui nous unit, doit également continuer à s'exercer dans le domaine du développement. En effet, la plupart de nos pays sont encore en développement. Or, nous savons que les objectifs du Millénaire pour le Développement qui viendront à échéance l'an prochain ne seront pas atteints. Le relais sera pris par l'Agenda post 2015. Il est impératif que les retards accumulés soient rattrapés. Ce n'est que de cette façon que l'on pourra faire reculer la misère, creuset où se forgent l'extrémisme et la révolte.

Mais la misère c'est aussi le milieu où se développent les pandémies, et notamment le virus Ebola. Ce dernier, vous le savez, sème la désolation dans certains pays frères. Là également l'urgence de la solidarité s'impose à tous.

Le nouveau cadre stratégique de l'OIF sera à cet effet un atout précieux. En plaidant pour une solidarité plus agissante envers les PMA, notre Organisation contribuera à réduire les inégalités entre le Nord et le Sud.

J'ajoute que si les femmes et les jeunes, qui composent les trois quarts des populations de la plupart de nos

pays, obtiennent, comme s'y emploie l'OIF, un accès égal à la santé, à l'éducation et à la formation, nous aurons fait un pas décisif vers le progrès de nos sociétés. Il est donc heureux que nous ayons choisi comme thème pour notre 15ème Sommet : « Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement ». A cet égard, l'accent que nous mettrons sur les aspirations des femmes et des jeunes devra prendre la forme de Programmes et de Projets concrets. De la sorte, nous donnerons aux femmes et aux jeunes des moyens nécessaires pour lutter contre la pauvreté, la faim et la maladie. Cette « nouvelle frontière » est bien conforme à la tradition humaniste de notre Organisation.

A côté de ces tâches fondamentales, bien d'autres requièrent notre participation. Le respect de l'environnement n'en est pas la moindre.

Les pays d'Afrique Centrale ont le sentiment qu'en préservant la grande forêt du bassin du Congo, ils contribuent de façon significative à la réduction des gaz à effet de serre. C'est pourquoi ils se réjouissent que la Chine et les Etats-Unis paraissent s'engager dans cette voie.
Ceci est de bon augure pour le succès de la Conférence de Paris sur le Climat l'an prochain.

La situation du Lac Tchad est une autre source de préoccupation pour nous. Nous assistons presque

impuissants à sa tragique disparition progressive. De plus, il pose des défis sécuritaires et socio-politiques. La Conférence de Paris pourrait œuvrer à la mise en place d'un Plan de sauvetage du Lac Tchad. C'est une suggestion.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Notre Organisation détient de nombreux atouts pour figurer parmi l'avant-garde de la communauté internationale. Pour continuer à être une force de proposition, elle devra rester fidèle à ses valeurs et faire preuve d'audace pour s'adapter à un monde en perpétuel changement.

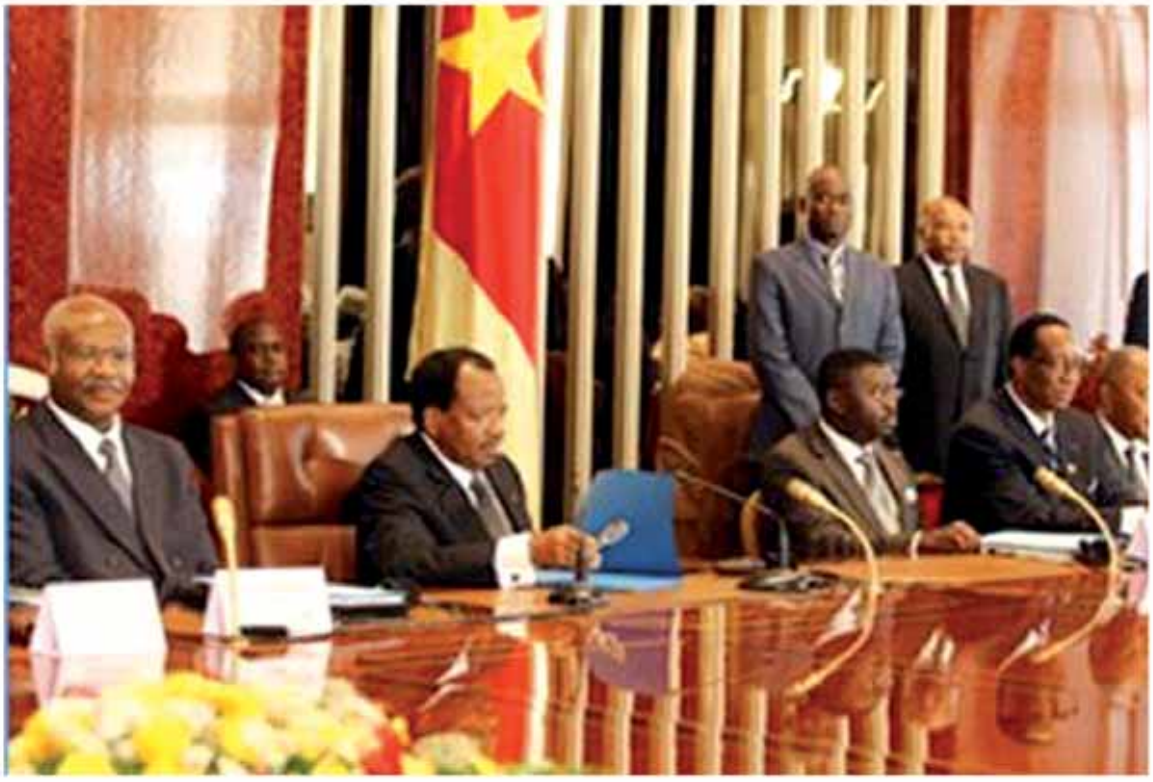
Dans ces temps lourds de menaces où la barbarie fait apparaître à nouveau son hideux visage, l'OIF a l'obligation de montrer que le destin de l'humanité devrait la conduire vers un avenir de fraternité et de tolérance, et non de haine et de violence.

Il me reste à remercier le Président Macky Sall, les autorités et le Peuple Sénégalais pour leur accueil chaleureux et leur fraternelle hospitalité à l'occasion de ce 15 ème Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Je vous remercie de votre attention. -

Communication Spéciale du Chef de L'Etat en Conseil Ministériel à Yaoundé

Palais de l'Unité, le 09 Décembre 2014



Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames, Messieurs les Ministres

Le Plan d'urgence qui vient d'être présenté, tient compte des recommandations que j'ai formulées, à savoir accélérer le rythme de notre croissance économique et améliorer les conditions de vie de notre population.

On pourra certes, regretter, qu'il se soit fait attendre. Je peux cependant comprendre qu'il ait fallu prendre le temps de négocier, de choisir les meilleures options afin de pouvoir avancer sur des bases solides.

Cela étant, un certain nombre de points méritent d'être précisés.

Le Plan d'urgence est un programme spécial de mesures et de projets visant les besoins immédiats des populations. Etalé sur une durée de trois ans, il touche l'ensemble du territoire national.

Je crois qu'il est important de relever que ce Plan est distinct de notre stratégie pour la croissance et l'emploi qui demeure notre « charte » de développement.

Il n'interfère pas non plus avec les feuilles de route des départements ministériels qui doivent continuer

d'être appliquées avec toute la diligence et la rigueur nécessaires.

Je me félicite de la disponibilité du secteur bancaire qui s'est déclaré disposé, prêt à financer le Plan d'urgence. Je salue aussi le sérieux avec lequel le Gouvernement a conduit les négociations qui ont permis d'arriver à des accords définitifs et les efforts qu'il a déployés pour obtenir les meilleures conditions possibles.

J'attends que le même sérieux prévale lors de l'attribution des contrats aux entreprises. Il sera indispensable de s'assurer que celles qui seront retenues aient les capacités techniques et financières de tenir leurs engagements. J'en appelle sur ce point à la vigilance de tous et particulièrement du Ministère chargé des Marchés Publics et aux organismes de contrôle compétents.

D'une façon générale, les dépenses engagées pour la réalisation du Plan d'urgence devront respecter le montant des enveloppes financières agréées pour chaque opération. La charge financière du Plan doit en effet rester compatible avec l'équilibre des finances publiques et la gestion de la dette.

À ce propos, je tiens à attirer une nouvelle fois votre

attention sur la nécessité de rationaliser les dépenses et d'améliorer leur qualité dans un contexte international marqué par la rareté des ressources financières.

En effet, il m'a été malheureusement donné de constater que la qualité de la dépense publique n'a cessé de se détériorer, avec notamment une accumulation de dépenses dont la nécessité n'est pas évidente. J'en citerai quelques exemples :

- l'augmentation effrénée des dépenses en biens et en services,
- l'accroissement excessif des missions notamment à l'étranger
- la multiplication des comités et des projets inappropriés
- l'accroissement abusif des subventions.

Cette situation appelle des efforts de modération et de rationalisation.

Je demande au Gouvernement de réduire son train de vie en bloquant les dépenses des biens et services, et en réduisant drastiquement les frais de missions, les achats de véhicules et de carburant.

La directive que je viens de donner permettra de dégager des ressources qui trouveront un meilleur emploi dans nos grands projets et dans l'amélioration des conditions de vie de nos populations.

Elle s'inscrira dans la continuité des actions déjà engagées, telle que la réforme de la subvention des prix du carburant qui a permis comme tout le monde le sait, de faire des économies substantielles.

Je constate avec plaisir que les conclusions du récent rapport d'évaluation triennal du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) vont dans le même sens.

« L'esprit de réforme » doit devenir une constante du comportement des Membres du Gouvernement et de l'Administration.

Pour revenir au Plan d'urgence proprement dit, je voudrais attirer votre attention sur le caractère particulier du défi qui nous est lancé.

C'est d'abord un test d'efficacité pour vous-mêmes et pour vos services. Dans une période de temps limitée – trois ans – les moyens financiers étant mis à votre disposition, il vous est demandé d'atteindre des objectifs précis. Votre responsabilité, au sens propre

du terme, sera également mise à l'épreuve dans la mesure où, du succès de votre action dépendront les progrès de l'économie de notre pays et le bien-être de nos concitoyens. Vous aurez aussi à faire preuve de célérité afin de respecter rigoureusement les échéances prescrites et garder au Plan d'urgence toute sa signification.

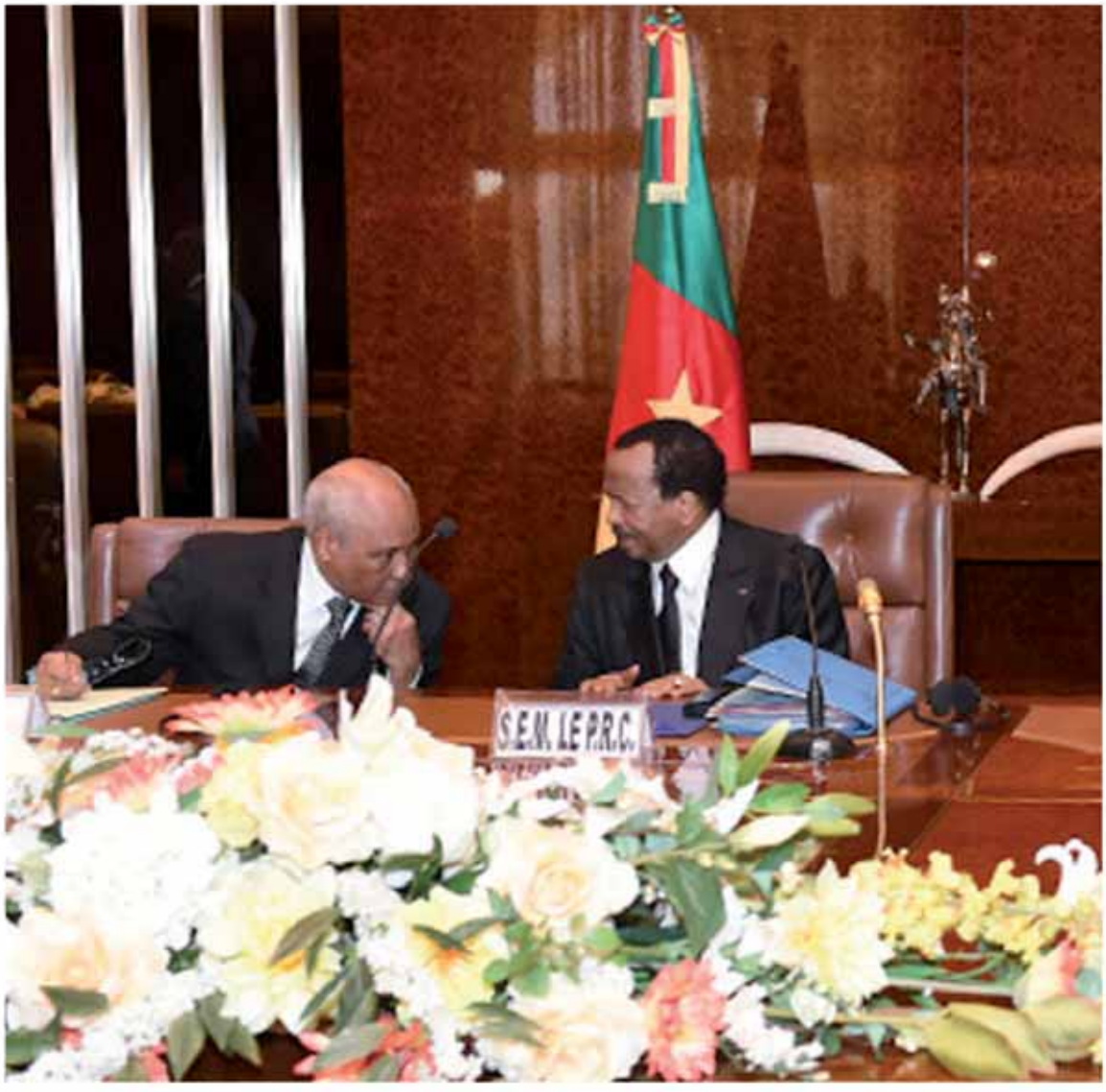
Enfin, j'attire votre attention sur l'importance des enveloppes financières qui seront mises à votre disposition. Elles devront être gérées avec la plus grande rigueur et leur affectation scrupuleusement respectée. Le Comité chargé du suivi et de la supervision devra y veiller.

Vous devrez garder à l'esprit que les crédits qui nous ont été consentis devront être remboursés et que la rentabilité des projets dont vous aurez la charge en représente la contrepartie.

Le succès du Plan d'urgence se mesurera à l'impact qu'il aura sur l'amélioration de notre croissance économique et celle des conditions de vie des Camerounais. Je ne doute pas que vous mettrez toute la détermination dont vous êtes capables à relever ce défi. La satisfaction des aspirations profondes de notre peuple est à ce prix.-

Je vous remercie de votre attention.

Le Chef de l'Etat remet la Coupe du Cameroun 2014 au capitaine de Coton Sport de Garoua



Le Chef de l'Etat préside le conseil supérieur de la magistrature au Palais de l'Unité

Palais de l'Unité, le 18 Décembre 2014

Message du Chef de l'Etat à la Nation à l'occasion de la fin d'année 2014

Palais de l'Unité, le 31 Décembre 2014

Camerounaises, Camerounais,
Mes chers compatriotes,

Après une période d'intense activité politique, nous pouvions espérer que l'année 2014, sans échéances électorales, nous laisserait le champ libre pour nous consacrer en priorité à la relance de notre croissance économique. Celle-ci, comme vous le savez, est un préalable à l'amélioration des conditions de vie de nos populations.

Il n'en a pas été exactement ainsi. Et cela en raison de l'intensification des attaques de la secte Boko Haram contre notre territoire national. A celles-ci se sont ajoutées des actions criminelles des bandes armées à notre frontière avec la RCA.

S'agissant de Boko Haram, cette organisation terroriste s'était auparavant livrée à des coups de main pour enlever des otages isolés ou pour piller des biens publics ou privés.

Encouragés par leur emprise sur le nord-est du Nigeria, ces soi-disant « djihadistes » ont lancé contre la région de l'Extrême-Nord de notre pays des opérations de plus grande envergure. On se souvient de l'attaque du camp d'une entreprise chinoise à Waza et du raid contre Kolofata. L'une et l'autre se soldèrent par plusieurs

morts et l'enlèvement de nombreux otages.

Cela ne pouvait pas être toléré. Nous avons donc mis en place un dispositif de riposte et de prévention qui a rapidement fait ses preuves. A chacune de ses tentatives, Boko Haram essuie désormais de lourdes pertes en vies humaines et en matériels. On peut espérer qu'ils en tireront des leçons.

Je voudrais à ce point rendre un vibrant hommage à nos forces armées dont la vaillance s'est illustrée lors des récents combats.

J'ai eu l'occasion de dire que la Nation, dans son ensemble, devait se mobiliser derrière son armée.

Les nombreux témoignages qui me parviennent de toutes nos régions me laissent penser qu'il en est bien ainsi. J'ai apprécié tout particulièrement les prises de position de nos compatriotes musulmans. Ils ont bien compris, comme tous les autres Camerounais, qu'il ne s'agissait pas du tout d'une guerre dont la religion était l'enjeu. Ils ont bien compris qu'il s'agissait d'une réponse à une agression extérieure de la part d'une organisation terroriste qui n'adhère pas aux valeurs d'une société fraternelle.

Mes chers compatriotes,

La montée des périls à nos frontières nous a amenés à prévoir des dispositions concernant les effets que cette menace pourrait représenter pour notre sécurité intérieure. Tel est l'objet de la loi sur la répression du terrorisme que le Parlement vient d'adopter à une large majorité. Il ne s'agit aucunement, comme l'ont prétendu certains esprits mal intentionnés, d'en prendre prétexte pour restreindre les libertés publiques. D'ailleurs, le texte est parfaitement clair à cet égard.

J'ajoute que, devant la multiplication des actes terroristes, la plupart des grands pays démocratiques ont dû, au cours des dernières années, compléter leur législation dans le sens de la prévention du terrorisme. Ce faisant, ils se conformaient aux recommandations des organisations internationales, notamment les Nations Unies et l'Union Africaine. C'est ce que nous-mêmes avons jugé bon de faire. Nous entendons ainsi nous garantir, autant que possible, contre d'éventuels risques de nature terroriste. C'est non seulement le droit, mais aussi le devoir de tout Etat de protéger ses ressortissants. Je suis certain que l'immense majorité de nos compatriotes l'a compris.

Je voudrais également rappeler ici que nous ne sommes pas seuls confrontés à cette menace qui

transgresse les frontières des Etats. Certains de nos voisins, le Nigeria, le Tchad, le Niger, le Bénin, coopèrent avec nous pour opposer un front commun à Boko Haram.

L'Organisation des Nations Unies et plusieurs grandes puissances, notamment les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, la Russie et la Chine, nous soutiennent aussi. J'aurai l'occasion très prochainement d'y revenir.

Il va de soi que la mobilisation des moyens nécessaires pour assurer notre défense nous impose des charges supplémentaires. Comme vous le savez, la situation en RCA nous commande aussi de rester vigilants sur notre frontière orientale. Elle nous impose d'accueillir des dizaines de milliers de réfugiés en provenance de ce pays frère. C'est le lieu pour moi de saluer l'aide appréciable que nous apportent les organisations humanitaires. Il est évident que ce devoir de solidarité, auquel nous ne pouvons déroger, a des conséquences sur le plan budgétaire. Mais nous devons également savoir que la sécurité a un prix.

Mes chers compatriotes,

Comme je l'ai dit au début de mon propos, nous avons été amenés à accorder la priorité à la défense du

territoire national. Car il n'y a pas de paix sans sécurité, pas de développement sans paix. Nous n'avons pas pour autant relâché nos efforts pour relancer la croissance. Maintenant que nos institutions démocratiques ont trouvé leur rythme de croisière, celle-ci se situe au cœur de notre politique. Je l'ai dit tantôt, la croissance conditionne la montée en puissance de notre économie et, par voie de conséquence, notre capacité à faire reculer la pauvreté et à progresser vers l'émergence.

Une rapide évaluation de notre programme économique montre que nos grands projets de première génération sont, soit achevés ou sur le point de l'être, soit en bonne voie. C'est notamment le cas de la centrale à gaz et du port de Kribi, des barrages et des centrales hydro-électriques, ainsi que de certains chantiers routiers et d'infrastructures diverses.

Ces projets ont entraîné un regain d'activité dans différents secteurs de notre économie. Des retombées pour l'emploi et la promesse d'une amélioration des conditions de vie sont, elles aussi, perceptibles. L'année 2015 devrait donc voir le lancement des projets de seconde génération dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des routes et autoroutes ainsi que des transports.

Mes chers compatriotes,

Les annonces fortes de mon message du 31 décembre 2013, ont été, pour l'essentiel, concrétisées.

1. Nous avons célébré, en février dernier à Buea, le CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA REUNIFICATION DU CAMEROUN. Nous l'avons fait avec tout le faste et la solennité nécessaires. La ville de Buea, enrichie d'infrastructures diverses, en est sortie totalement transformée. Les effets de cette célébration se sont également fait sentir dans les villes environnantes. Ce grand moment d'unité nationale fera date dans nos annales.

2. Je vous avais également annoncé des avancées significatives dans le domaine de la santé. Ce sont maintenant des réalités. Le traitement du paludisme pour les enfants de moins de cinq ans est aujourd'hui effectivement gratuit. Notre carte sanitaire comporte désormais trois nouveaux hôpitaux de référence : le centre national des urgences de Yaoundé, l'hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Douala et l'hôpital de référence de Sangmélima.

3. Les retombées favorables pour l'emploi de notre politique de croissance, auxquelles je faisais allusion il y a un instant, se sont confirmées. 283 443 emplois

nouveaux ont été créés en 2014. Nos prévisions, vous vous en souvenez, étaient de 250 000.

4. Vous vous souvenez également que j'avais insisté sur la nécessité pour le Cameroun d'avoir, pour les prochaines années, un véritable plan d'urgence. Cette annonce a, elle aussi, été suivie d'effet. Ce plan a été adopté et lancé lors du Conseil ministériel du 09 décembre dernier. J'y reviendrai un peu plus tard.

Mes chers compatriotes,

Devons-nous nous satisfaire de ces résultats que l'on peut qualifier objectivement de positifs ? Des progrès appréciables ont été obtenus. Le récent rapport d'évaluation triennal de la mise en œuvre du DSCE le confirme. Ceci étant, je dirai simplement que nous pouvons et devons faire encore mieux. Je reste convaincu, comme je l'indiquais l'an dernier dans les mêmes circonstances, que nous devons à tout prix accélérer le rythme de notre croissance. Sommes-nous sûrs d'avoir actionné tous les leviers qui sont à notre portée ?

Prenons l'exemple de l'investissement. Il a été jusqu'à présent majoritairement laissé à l'initiative de l'Etat et surtout réservé aux projets structurants et sociaux. Au cours de ces dernières années, les crédits affectés au Budget d'Investissement Public se sont

considérablement accrus. En 2014, leur montant a représenté à peu près un tiers de l'enveloppe budgétaire globale, soit environ mille milliards de francs CFA. Il conviendrait de s'en féliciter. Mais, au niveau de l'exécution, les blocages apparaissent et les projets tardent parfois à se concrétiser. Je me suis élevé contre cette sous-consommation des crédits. Les besoins, vous le savez, sont criants et urgents. Je constate, pour m'en féliciter, que, cette année, les taux d'exécution des marchés sont en net progrès. Ceux-ci devront de plus en plus correspondre aux taux d'engagement.

Bien que les pouvoirs publics aient adopté, en 2013, par voie législative, des mesures incitatives fortes pour l'investissement privé, celui-ci ne paraît pas encore être en mesure de prendre le relais de l'Etat.

Néanmoins, un mouvement semble se manifester chez les entrepreneurs nationaux ou étrangers. Les campagnes de sensibilisation des organismes de promotion des investissements y sont pour beaucoup. J'en veux pour preuve la signature récente de 13 conventions au Ministère de l'Industrie, représentant un montant de 180 milliards de francs CFA.

Je veux espérer que ceci n'est qu'un début. Nous avons besoin en effet d'une politique industrielle ambitieuse. Il n'y a pas de grand pays sans industrie.

Même notre agriculture, dont j'aime à dire qu'elle est notre principale richesse, a vocation, elle aussi, à devenir « industrielle ».

L'on peut comprendre qu'en raison de leur complexité, nos grands projets miniers concernant le fer et la bauxite, dont la finalité est également l'industrialisation, prennent du temps à se concrétiser. En revanche, il n'y a pas de raison valable à notre lenteur à développer des industries de transformation de nos matières premières d'origine agricole.

Outre l'avantage que nous pourrions en tirer en termes de valeur ajoutée et d'emploi, la transformation sur place contribuerait au rééquilibrage de notre commerce extérieur structurellement déficitaire.

Notre balance commerciale se caractérise en effet par un excédent important des importations par rapport aux exportations. Celles-ci reposent essentiellement sur la vente de 3 ou 4 produits bruts, dont les cours sont variables. Nos importations, quant à elles, concernent surtout des produits manufacturés, notamment des biens d'équipement pour nos grands projets. Il nous est évidemment difficile de restreindre nos achats de biens d'équipement. Cela, nous le comprenons. Nous devons pouvoir par contre freiner l'importation de denrées que nous sommes en mesure de produire.

Ces observations que je suis amené à faire, une nouvelle fois, traduisent la difficulté que nous éprouvons à passer d'une économie où le rôle de l'Etat reste prédominant, à un système plus libéral qui est désormais la règle. A tel point que nous cumulons parfois les inconvénients des deux systèmes. Ainsi s'explique, me semble-t-il, la résistance aux réformes structurelles qui entrave nos efforts pour relancer la croissance.

Certaines de ces réformes concernent notre gouvernance et en particulier nos finances publiques. Dans ce domaine, des progrès notables ont été accomplis. Il conviendra de les consolider en veillant à la soutenabilité budgétaire, en diminuant autant que possible les subventions et en révisant l'assiette fiscale. D'une façon générale, notre administration gagnerait aussi à simplifier, à alléger ses procédures et, comme je l'ai dit récemment et comme je l'ai prescrit, à réduire son train de vie.

Mes chers compatriotes,

Pour donner un coup d'accélérateur à notre croissance, j'ai instruit le Gouvernement de mettre en œuvre un « plan d'urgence ». L'objectif est de réaliser, en trois ans, des progrès visibles et des améliorations mesurables dans des domaines vitaux. Citons dans ce sens la modernisation urbaine, la santé, l'agriculture,

les routes, l'énergie, l'eau, l'habitat social et la sécurité. J'attends de ce plan qu'il apporte à nos populations, sur l'ensemble du territoire national, la satisfaction de leurs besoins les plus urgents.

Cette initiative est distincte de notre stratégie pour la croissance et l'emploi qui continuera d'être appliquée par le Gouvernement. L'enveloppe financière qui lui sera consacrée sera de l'ordre de mille milliards de francs CFA. La mise en œuvre de ce plan montrera si nous sommes capables de relever un défi dont nous avons nous-mêmes défini les contours et les délais.

Il sera, bien entendu, du plus haut intérêt pour notre pays de gagner ce pari. Nous en avons les moyens.

Mes chers compatriotes,

Vous allez, dans quelques heures, célébrer, dans la joie, le passage à la Nouvelle Année.

Mais, avant cela, ayons une pensée émue pour nos soldats qui sont tombés pour la défense de notre patrie. Ayons une pensée solidaire pour ceux qui veillent à notre sécurité le long de nos frontières, pour leurs familles qui sont dans la peine ou l'inquiétude, pour nos compatriotes enfin qui souffrent dans leur chair et dans leur âme.

Il est temps pour moi maintenant de vous présenter, à toutes et à tous, mes vœux les plus sincères de santé et de bonheur pour la Nouvelle Année.

Bonne et heureuse année 2015 !

BIOGRAPHIE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Un destin singulier

Son Excellence M. Paul BIYA est né le 13 Février 1933 à Mvoméka'a dans l'Arrondissement de Meyomessala, Département du Dja-et-Lobo, Région du Sud. Fils de Etienne MVONDO ASSAM et de Anastasie EYENGA ELLE.

S.E. M. Paul BIYA est le deuxième Chef de l'État du Cameroun. Il a accédé au pouvoir le 06 Novembre 1982 après la démission du Président Ahmadou AHIDJO.

Études Primaires et Secondaires

- C.E.P.E: Juin 1948 (Ecole Catholique de Nden).
- Pré-séminaire Saint Tharcissius à Edéa(1948-1950).
- Petit Séminaire d'Akono (1950-1954).
- B.E.P.C: Juin 1953.
- Lycée Général Leclerc (1954-1956).
- Baccalauréat 1ère Partie: Juin 1955.
- Baccalauréat 2ième Partie (Série philosophie): Juin 1956.

Etudes Supérieures :

- Au Lycée Louis Le Grand de Paris ;
- A L'Université de Paris Sorbonne (Faculté de Droit) ;
- A L'Institut d'Études Politiques de Paris ;
- A L'Institut des Hautes Études d'Outre-Mer.

Diplômes

A l'issue de ses études, il a obtenu les diplômes suivants :
1960 : Licence en Droit Public ;
1961 : Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Paris ;
1962 : Diplôme de l'Institut des Hautes Études d'Outre-Mer (IHEOM) ;
1963 : Diplôme d'Études Supérieures en Droit Public.

Décorations

- Grand Maître des Ordres Nationaux ;
- Commandeur de l'Ordre National, de classe exceptionnelle (République Fédérale d'Allemagne);
- Commandeur de l'Ordre National (Tunisie) ;
- Grand Croix de l'Ordre National du Mérite Sénégalais ;
- Grand Officier de la Légion d'Honneur (France);
- Great Commander of the Medal of St-George (RoyaumeUni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
- Grand Collier de l'Ordre du Ouissam Mohammadi (Royaume du Maroc);
- Great Commander of the Order of Nigeria (République Fédérale du Nigeria);
- Docteur Honoris Causa de l'Université du Maryland (USA);
- Professeur Honoraire de l'Université de Beijing (République Populaire de Chine);

- Titulaire de plusieurs décorations de divers autres pays.

Carrière

- Octobre 1962
Monsieur Paul BIYA est nommé Chargé de mission à la Présidence de la République dès son retour de Paris.
- Janvier 1964
Monsieur Paul BIYA devient le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Éducation Nationale, de la jeunesse et de la Culture.
- Juillet 1965
Monsieur BIYA est Secrétaire Général du Ministère de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et de la Culture.
- Décembre 1967
Monsieur BIYA est nommé Directeur du Cabinet Civil du Président de la République.
- Janvier 1968
Tout en gardant le poste de Directeur du Cabinet Civil, M. BIYA se voit hissé aux fonctions de Secrétaire Général de la Présidence de la République.
- Août 1968
Monsieur Paul BIYA est nommé Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République.
- Juin 1970
M. Paul BIYA devient Ministre d'État, Secrétaire Général de la Présidence de la République.

- Juin 1975

Monsieur Paul BIYA est nommé Premier Ministre de la République Unie du Cameroun.

- Juin 1979

La loi n°79/02 du 29 Juin 1979 fait du Premier Ministre le successeur constitutionnel du Président de la République.

- 06 Novembre 1982

Suite à la démission, le 4 Novembre 1982, du Président Ahmadou AHIDJO, M. Paul BIYA prête serment comme Président de la République Unie du Cameroun, le deuxième de l'histoire du pays.

Cette cérémonie se déroule au Palais de l'Assemblée Nationale, devant les élus du peuple.

Au moment de son accession à la magistrature suprême, M. Paul BIYA est le 1er Vice Président du Comité Central de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) et Membre du Bureau Politique de ce Parti.

- Elu Président de la République le 14 Janvier 1984, réélu le 24 Avril 1988, le 11 Octobre 1992 (Première élection présidentielle au suffrage universel direct avec multiplicité de candidatures, au Cameroun), le 11 Octobre 1997, le 10 Octobre 2004 et le 09 Octobre 2011.

- Elu Président de l'Union Nationale Camerounaise : 14 Septembre 1984.

- Elu Président du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais après la transformation de l'UNC en RDPC, le 24 Mars 1985 à BAMENDA.

En promulguant, le 19 Décembre 1990, la loi sur les associations et les partis politiques M. Paul BIYA a restauré le multipartisme au Cameroun (depuis le 1er Septembre 1966, ce pays vivait à l'ère du monopartisme de fait).

A ce jour, plus de 200 partis politiques ont été légalisés. Le RDPC a obtenu la majorité absolue lors des élections législatives de Mars 1997, de Juin 2002, de Juillet 2007et de Septembre 2013.

Malgré ces victoires, le Président de la République a toujours choisi de former des Gouvernements d'ouverture.

Quatre partis sont représentés dans le Gouvernement : le RDPC, l'UNDP, l'ANDP et le FNSC. 5 partis sont représentés à l'assemblée Nationale : le RDPC, l'UNDP, le SDF, l'UDC et le MRC.

Publications

Monsieur Paul Biya est l'auteur d'un essai politique, **Pour le Libéralisme Communautaire,** Éditions Marcel Fabre, Lausanne 1987.

Cet ouvrage a été traduit en anglais, en allemand et en hébreu. Le Chef de l'État y annonce l'avènement du multipartisme (devenu effectif en 1990) après l'étape provisoire du Parti unique. Il explique son option pour le libéralisme économique et l'initiative privée tout en préconisant la solidarité nationale, la répartition équitable des fruits de la croissance, la justice sociale, l'éclosion d'une culture basée sur l'inventivité et la coexistence harmonieuse des valeurs propres aux diverses communautés qui forment la Nation. Enfin, il réaffirme la nécessité de moderniser l'État et d'entretenir des relations de coopération avec les autres pays du monde.

A la veille de l'élection présidentielle de 1997, il accorde une longue interview à Charles NDONGO, Journaliste à la Cameroon Radio Television (CRTV). Cette interview a été publiée sous le titre : **Un nouvel élan.**

Enfin, il est co-auteur de **l'Emergence de l'Afrique**, édition le Cherche Midi Paris, 2010.

Vie conjugale

Son Excellence Paul BIYA est marié à Chantal Pulchérie BIYA. Il est père de trois enfants: Frank BIYA, Paul BIYA Junior et Anastasie Brenda BIYA EYENGA.